

AAARGH REPRINTS

Avril 2006

Le Lobby israélien et la politique étrangère des Etats-Unis

John Mearsheimer et Stephen Walt

Traduction française de la version courte, parue dans la London Review of Books. Aucune revue américaine n'a accepté, jusqu'à présent, d'en publier la version complète, que nous avons sur le site de l'AAARGH. La terreur juive règne toujours. Le version anglaise suit, après deux articles révélateurs du *Monde*.

http://www.lrb.co.uk/v28/n06/print/mear01_.html

Depuis ces dernières décennies, et en particulier depuis la Guerre des Six Jours en 1967, la pièce maîtresse de la politique Moyenne-Orientale des Etats-Unis a été sa relation avec Israël. La combinaison du soutien constant à Israël et de l'effort lié pour répandre la 'démocratie' dans toute la région a enflamé l'opinion Arabe et Islamique et a compromis non seulement la sécurité des Etats-Unis mais celle d'une grande partie du reste du monde. Cette situation n'a pas d'égal dans l'histoire politique américaine.

Pourquoi les Etats-Unis ont-ils été prêts à mettre de côté leur propre sécurité et celle de plusieurs de leurs alliés pour soutenir les intérêts d'un autre Etat?

On pourrait supposer que la relation entre les deux pays était basée sur des intérêts stratégiques communs ou des impératifs moraux irrésistibles, mais aucune de ces interprétations ne peut expliquer le niveau remarquable du soutien matériel et diplomatique que fournissent les Etats-Unis.

Au lieu de cela, l'impulsion de la politique des Etats-Unis dans la région dérive presque entièrement de la politique domestique, et en particulier des activités du 'Lobby Israélien'. D'autres groupes avec des intérêts particuliers sont parvenus à biaiser la politique étrangère, mais aucun lobby n'est parvenu à la détourner aussi loin de ce que l'intérêt national pourrait suggérer, tout en convainquant simultanément les Américains que les intérêts des Etats-Unis et ceux de l'autre pays - dans ce cas-ci, Israël - sont essentiellement identiques.

Depuis la Guerre d'Octobre 1973, Washington a fourni à Israël un niveau de soutien en diminuant ce qui était donné aux autres états. Israël a été le plus grand bénéficiaire de l'aide économique directe et de l'assistance militaire annuelles depuis 1976, et est au total le plus grand bénéficiaire depuis la Seconde Guerre Mondiale, pour un montant de plus de 140 milliards de dollars (en 2004).

Israël reçoit environ 3 milliards de dollars par an en aide directe, soit environ un cinquième du budget de l'aide étrangère, et une somme d'environ 500 dollars par an par Israélien. Cette largesse heurte particulièrement depuis qu'Israël est maintenant un Etat industriel riche avec un revenu par personne à peu près égal à celui de la Corée du Sud ou de l'Espagne.

D'autres bénéficiaires obtiennent leur argent par des acomptes trimestriels, mais Israël reçoit la totalité de sa dotation au début de chaque exercice budgétaire et peut donc empocher dessus des intérêts.

La plupart des bénéficiaires de l'aide attribuée à des fins militaires doivent la dépenser en totalité aux Etats-Unis, mais Israël est autorisé à utiliser environ 25% de son attribution pour subventionner sa propre industrie de la défense.

C'est le seul bénéficiaire qui n'a pas à expliquer comment l'aide est dépensée, ce qui rend pratiquement impossible d'empêcher l'argent d'être utilisé pour des besoins auxquels les Etats-Unis s'opposent, comme la construction de colonies en Cisjordanie.

D'ailleurs, les Etats-Unis ont fourni à Israël presque 3 milliards de dollars pour développer des systèmes d'armements, et lui ont donné l'accès des armements top niveau comme les hélicoptères Blackhawk et les jets F-16.

En conclusion, les Etats-Unis donnent à Israël l'accès aux renseignements qu'ils refusent à ses alliés de l'OTAN et ferment les yeux sur l'acquisition par Israël d'armes nucléaires.

Washington fournit également à Israël un soutien diplomatique constant. Depuis 1982, les Etats-Unis ont mis leur veto à 32 résolutions du Conseil de sécurité critiquant Israël, soit plus que l'ensemble des vetos formulés par tous les autres membres du Conseil de sécurité.

Il bloque les efforts des Etats Arabes pour mettre l'arsenal nucléaire israélien sur l'agenda de l'AIEA. Les Etats-Unis viennent à la rescousse en temps de guerre et prennent le parti d'Israël dans les négociations de paix.

L'Administration Nixon l'a protégé contre la menace d'une intervention soviétique et l'a réapprovisionné pendant la guerre d'Octobre.

Washington s'est profondément impliqué dans les négociations qui ont mis fin à cette guerre, comme pendant toute la durée du processus 'étape-par-étape' qui a suivi, tout comme il a joué un rôle clé dans les négociations qui ont précédé et suivi les Accords d'Oslo de 1993.

Dans chaque cas, il y avait des frictions occasionnelles entre les responsables américains et israéliens, mais les Etats-Unis ont uniformément soutenu la position israélienne.

Un participant américain à Camp David en 2000 a dit ensuite : 'Beaucoup trop souvent, nous agissions . . . en tant qu'avocat d'Israël.'

En conclusion, l'ambition de l'Administration Bush de transformer le Moyen-Orient a au moins en partie pour but l'amélioration de la situation stratégique d'Israël.

Cette générosité extraordinaire pourrait être compréhensible si Israël possédait des atouts stratégiques vitaux ou s'il y avait une raison morale irrésistible pour un soutien américain. Mais aucune de ces explications ne convainc. On pourrait arguer du fait qu'Israël était un atout pendant la guerre froide.

En servant de représentant de l'Amérique après 1967, il a aidé à contenir l'expansion soviétique dans la région et a infligé des défaites humiliantes aux clients de l'Union Soviétique comme l'Egypte et la Syrie.

Il a de temps en temps aidé à protéger d'autres alliés des Etats-Unis (comme le Roi Hussein de Jordanie) et ses prouesses militaires ont forcé Moscou à dépenser plus pour soutenir ses propres Etats-clients.

Il a également fourni des renseignements utiles sur les capacités soviétiques.

Le soutien à Israël ne fut pas bon marché, cependant, il a compliqué les relations de l'Amérique avec le monde Arabe.

Par exemple, la décision de donner 2,2 milliards de dollars en aide militaire d'urgence pendant la Guerre d'Octobre a déclenché un embargo sur le pétrole de l'OPEP qui a infligé des dégâts considérables sur les économies occidentales.

Pour tout cela, les forces armées israéliennes n'étaient pas en mesure de protéger les intérêts américains dans la région.

Les Etats-Unis n'ont pas pu, par exemple, compter sur Israël quand la révolution iranienne en 1979 soulevait des inquiétudes au sujet de la sécurité des approvisionnements en pétrole, et ils ont dû créer leur propre Force de Déploiement Rapide.

La première Guerre du Golfe a montré à quel point Israël devenait un fardeau stratégique. Les Etats-Unis ne pouvaient pas utiliser des bases israéliennes sans rompre la coalition anti-Irakienne, et ont dû détourner des ressources (par exemple des batteries de missiles Patriot) pour empêcher que Tel Aviv fasse quoi que ce soit qui pourrait nuire à l'alliance contre Saddam Hussein.

L'Histoire s'est répétée en 2003 : bien qu'Israël soit pressé d'une attaque de l'Irak par les Etats-Unis, Bush ne pouvait pas lui demander de l'aide sans déclencher une opposition Arabe. Ainsi Israël est encore resté sur la ligne de touche.

Au début des années 90, et encore plus après le 11 septembre, le soutien des Etats-Unis a été justifié par l'affirmation que les deux Etats étaient menacés par des groupes terroristes originaires du monde Arabe et Musulman, et par des 'Etats voyous' qui soutiennent ces groupes et qui sont à la recherche d'armes de destruction massive.

Cela signifiait que non seulement Washington devait laisser les mains libres à Israël face aux Palestiniens et de ne pas insister pour qu'il fasse des concessions jusqu'à ce que tous les terroristes palestiniens soient emprisonnés ou morts, mais que les Etats-Unis devaient s'en prendre à des pays comme l'Iran et la Syrie.

Israël est donc vu comme un allié crucial dans la guerre contre le terrorisme, parce que ses ennemis sont les ennemis de l'Amérique.

En fait, Israël est un handicap dans la guerre contre le terrorisme et dans l'effort plus large de s'occuper des Etats voyous.

Le 'terrorisme' n'est pas un seul adversaire, mais une stratégie utilisée par un grand nombre de groupes politiques. Les organisations terroristes qui menacent Israël ne menacent pas les Etats-Unis, sauf quand ils interviennent contre eux (comme au Liban en 1982).

D'ailleurs, le terrorisme palestinien n'est pas une violence dirigée par hasard contre Israël ou 'l'Occident'; c'est en grande partie une réponse à la campagne prolongée d'Israël pour coloniser la Cisjordanie et la Bande de Gaza.

Plus important, dire qu'Israël et les Etats-Unis sont unis par une menace terroriste commune a derrière un lien de cause à effet : les Etats-Unis ont un problème de terrorisme en grande partie parce qu'ils sont de si proches alliés d'Israël, et non le sens inverse.

Le soutien à Israël n'est pas la seule source du terrorisme anti-Américain, mais il est important, et cela rend la guerre contre le terrorisme plus difficile à gagner. On ne doute pas que de nombreux chefs d'Al-Qaida, y compris Osama bin Laden, sont motivés par la présence d'Israël à Jérusalem et par la situation difficile des Palestiniens. Le soutien inconditionnel à Israël aide les extrémistes à rallier un soutien populaire et à attirer des recrues.

Quant aux prétendus Etats voyous du Moyen-Orient, ils ne sont pas une grande menace pour les intérêts vitaux des Etats-Unis, sauf dans la mesure où ils sont une menace pour Israël.

Même si ces Etats acquerraient des armes nucléaires – ce qui est évidemment indésirable – ni l'Amérique ni l'Israël ne pourrait faire l'objet d'un chantage, parce que le maître-chanteur ne pourrait pas mettre la menace à exécution sans souffrir de représailles terribles.

Le danger d'un approvisionnement en nucléaire aux terroristes est également écarté, parce qu'un Etat voyou ne pourrait pas être sûr que le transfert ne serait pas détecté ou qu'il ne serait pas blâmé et puni ensuite. La relation avec Israël rend réellement aux Etats-Unis la tâche plus difficile pour s'occuper de ces états.

L'arsenal nucléaire d'Israël est l'une des raisons pour lesquelles une partie de ses voisins désire des armes nucléaires, et les menacer d'un changement de régime ne peut qu'augmenter ce désir.

Une dernière raison pour remettre en cause la valeur stratégique d'Israël, c'est qu'il ne se comporte pas comme un allié fidèle.

Les responsables israéliens ignorent fréquemment les demandes américaines et renoncent à leurs promesses (y compris les engagements à cesser la construction de colonies et à s'abstenir 'd'assassinats ciblés' de responsables palestiniens).

Israël a fourni une technologie militaire sensible à des rivaux potentiels comme la Chine, dans ce que l'inspecteur-général du Département d'Etat a appelé 'un modèle systématique et croissant des transferts non autorisés'.

Selon le General Accounting Office, Israël a également 'mené des opérations d'espionnage plus agressives contre les Etats-Unis que n'importe quel allié'.

En plus du cas de Jonathan Pollard, qui a donné à Israël de grandes quantités de matériel secret au début des années 80 (qu'il aurait transmis à l'Union soviétique en échange de visas de sortie supplémentaires pour les juifs soviétiques), une nouvelle polémique a éclaté en 2004 quand il a été révélé qu'un haut responsable du Pentagone appelé Larry Franklin avait passé des informations secrètes à un diplomate israélien.

Israël n'est pas le seul pays qui espionne les Etats-Unis, mais sa bonne volonté à espionner ses principaux protecteurs font plus que douter de sa valeur stratégique.

La valeur stratégique d'Israël n'est pas le seul problème. Ses supporters arguent également du fait qu'il mérite un soutien total parce qu'il est faible et entouré d'ennemis; c'est une démocratie; les Juifs ont souffert des crimes du passé et méritent donc un traitement spécial; et la conduite d'Israël a été moralement supérieure à celle de ses adversaires.

A y regarder de près, aucun de ces arguments n'est persuasif. Il y a une forte raison morale pour soutenir l'existence d'Israël, mais elle n'est pas en péril.

D'un point de vue objectif, sa conduite passée et présente n'offre aucune base morale pour le privilégier face aux Palestiniens.

Israël est souvent dépeint comme David confronté à Goliath, mais l'inverse est plus proche de la vérité.

Contrairement à la croyance populaire, les Sionistes avaient des forces plus grandes, mieux équipées et mieux dirigées pendant la guerre d'Indépendance de 1947-49, et les Forces de Défense Israélienne ont gagné des victoires rapides et faciles contre l'Egypte en 1956 et contre l'Egypte, la Jordanie et la Syrie en 1967 – tout cela avant que l'immense aide américaine commence à affluer.

Aujourd'hui, Israël est la force militaire la plus puissante du Moyen-Orient.

Ses forces conventionnelles sont de loin supérieures à celles de ses voisins et c'est le seul Etat dans la région qui possède des armes nucléaires.

L'Egypte et la Jordanie ont signé des traités de paix avec lui, et l'Arabie Saoudite a offert de le faire.

La Syrie a perdu son protecteur soviétique, l'Irak a été dévasté par trois guerres désastreuses et l'Iran est à des milliers de kilomètres.

Les Palestiniens ont à peine une force de police efficace, encore moins une armée qui pourrait constituer une menace pour Israël.

Selon une estimation du Centre Jaffee pour les Etudes Stratégiques de l'université de Tel Aviv en 2005, 'l'équilibre stratégique favorise décidément Israël, qui continue à élargir le fossé qualitatif entre ses propres capacités militaires et son pouvoir de dissuasion et celles de ses voisins.'

Si soutenir l'opprimé était un motif irrésistible, les Etats-Unis soutiendrait les adversaires d'Israël.

Qu'Israël soit une démocratie amie entourée par des dictatures hostiles ne peut pas expliquer le niveau actuel de l'aide: il y a beaucoup de démocraties dans le monde, mais aucune ne reçoit un soutien aussi somptueux.

Les Etats-Unis ont par le passé renversé des gouvernements démocratiques et soutenu des dictateurs quand cela pouvait faire avancer ses intérêts – ils ont de bonnes relations avec un certain nombre de dictatures aujourd'hui.

Quelques aspects de la démocratie israélienne sont en désaccord avec les valeurs de base des Américains.

À la différence des Etats-Unis, où les gens sont censés avoir une égalité des droits indépendamment de leur race, leur religion ou leur appartenance ethnique, Israël a été explicitement fondé en tant qu'Etat Juif et la citoyenneté est basée sur le principe de la parenté de sang.

Etant donné ceci, il n'est pas étonnant que ses 1,3 millions d'Arabes soient traités comme des citoyens de seconde zone, ou qu'une récente commission du gouvernement israélien ait constaté qu'Israël se comporte d'une façon 'négligeante et discriminatoire' envers eux.

Son statut démocratique est également miné par son refus d'accorder aux Palestiniens leur propre Etat viable ou l'intégralité de leurs droits politiques.

Une troisième justification est l'histoire de la souffrance des Juifs dans l'Occident Chrétien, en particulier pendant l'Holocauste.

Puisque les Juifs ont été persécutés pendant des siècles et qu'ils ne peuvent se sentir en sécurité que dans une patrie juive, beaucoup de gens pensent maintenant qu'Israël mérite un traitement spécial de la part des Etats-Unis.

La création du pays était assurément une réponse appropriée au long registre des crimes contre les Juifs, mais cela a également provoqué des nouveaux crimes contre un tiers en grande partie innocent : les Palestiniens.

Cela avait été bien compris par les premiers responsables d'Israël. David Ben-Gurion avait indiqué à Nahum Goldmann, le président du Congrès Juif Mondial :

Si j'étais un leader Arabe je ne signerais jamais un accord avec Israël. C'est normal: nous avons pris leur pays. . . Nous venons d'Israël, mais il y a deux mille ans, et qu'est-ce que c'est pour eux? Il y a eu l'anti-sémitisme, les Nazis, Hitler, Auschwitz, mais quelle est leur faute ? Ils voient seulement une chose: nous sommes venus ici et nous avons volé leur pays. Pourquoi devraient-ils accepter cela?

Depuis lors, les responsables israéliens ont à plusieurs reprises cherché à dénier les 'ambitions nationales' des Palestiniens.

Quand elle était Premier Ministre, Golda Meir a fait cette fameuse remarque : 'Il n'y a jamais eu ce qu'on appelle les Palestiniens.'

La pression de la violence extrémiste et la croissance de la population palestinienne ont forcé les responsables israéliens au désengagement de la bande de Gaza et à envisager d'autres compromis territoriaux, mais même Yitzhak Rabin ne voulait pas offrir aux Palestiniens un Etat viable.

La soi-disant 'offre généreuse d'Ehud Barak' à Camp David leur aurait donné seulement un ensemble de Bantustans désarmés sous contrôle israélien.

L'histoire tragique des Juifs n'oblige pas les Etats-Unis à aider Israël aujourd'hui quoi qu'il fasse.

Les supporter d'Israël le dépeignent également comme un pays qui a cherché la paix dès qu'il pouvait et qui a montré beaucoup de retenue même lorsqu'il était provoqué. On dit que les Arabes, en revanche, agissent avec une grande méchanceté.

Pourtant sur le terrain, les actes d'Israël ne se distinguent pas de ceux de ses adversaires.

Ben-Gurion a reconnu que les premiers Sionistes étaient loin d'être bienveillants envers les Arabes palestiniens, qui ont résisté à leurs usurpations – ce qui est à peine étonnant, étant donné que les Sionistes essayaient de créer leur propre Etat sur la terre Arabe.

De la même manière, la création d'Israël en 1947-48 a impliqué des actes de nettoyage ethnique, y compris des exécutions, des massacres et des viols par les Juifs, et la conduite ultérieure d'Israël a souvent été brutale, démentant toute supériorité morale.

Entre 1949 et 1956, par exemple, les forces de sécurité israéliennes ont tué entre 2700 et 5000 Arabes qui revenaient s'infiltrant, la grande majorité d'entre eux n'étaient pas armés.

L'IDF a assassiné des centaines de prisonniers de guerre égyptiens dans les guerres de 1956 et 1967, alors qu'en 1967, il expulsait entre 100.000 et 260.000 Palestiniens de la Cisjordanie nouvellement conquise, et ont conduit 80.000 Syriens hors des Hauteurs du Golan.

Pendant le premier intifada, l'IDF distribuait à ses troupes des matraques et les encourageait à briser les os des protestataires palestiniens.

La section Suédoise de Save the Children a estimé qu'entre '23.600 et 29.900 enfants ont eu besoin de soins médicaux pour leurs blessures suite aux tabassages lors des deux premières années de l'Intifada.' Presque d'un tiers d'entre eux étaient âgés de 10 ans ou moins.

La réponse au Second Intifada a été bien plus violente, menant Ha'aretz à déclarer que 'l'IDF. . . se transforme en machine à tuer dont l'efficacité inspire la crainte, et choque pourtant.' L'IDF a tiré un million de balles pendant les premiers jours du soulèvement.

Depuis lors, pour chaque Israélien perdu, Israël a tué 3,4 Palestiniens, dont la majorité était des spectateurs innocents; la proportion entre les enfants Palestiniens et les enfants Israéliens tués est encore plus élevée (5,7 pour 1).

Il est également intéressant de garder à l'esprit que les Sionistes utilisaient des bombes terroristes pour faire partir les Anglais de la Palestine, et que Yitzhak Shamir, au début, terroriste et ensuite Premier Ministre, avait avoué que 'ni l'éthique juive ni la tradition juive ne peut éliminer le terrorisme comme moyens de combat.'

Le recours des Palestiniens au terrorisme est mauvais mais n'est pas étonnant. Les Palestiniens pensent qu'ils n'ont aucune autre moyen de forcer les Israéliens à faire des concessions.

Comme Ehud Barak l'a un jour admis, s'il était né Palestinien, il 'aurait rejoint une organisation terroriste'.

Donc, si ni les arguments stratégiques ni les arguments moraux ne peuvent expliquer le soutien de l'Amérique à Israël, comment allons-nous l'expliquer?

L'explication est le pouvoir inégalé du Lobby Israélien. Nous utilisons 'Le Lobby' comme raccourci pour la coalition lâche d'individus et d'organisations qui travaille activement pour orienter la politique étrangère des Etats-Unis dans une direction pro-Israélienne.

Ceci n'est pas censé suggérer que 'Le Lobby' est un mouvement uni avec une direction générale, ou que les individus qui en font partie ne sont pas en désaccord sur certaines questions.

Tous les Américains Juifs ne font pas partie du Lobby, parce que Israël n'est pas un sujet prééminent pour bon nombre d'entre eux.

Dans une enquête de 2004, par exemple, environ 36% des Juifs Américains ont déclaré qu'ils étaient 'pas très' ou 'pas du tout' émotionnellement attachés à Israël.

Les Américains juifs diffèrent également sur des politiques israéliennes spécifiques.

Plusieurs des principales organisations du Lobby, telles que le Comité aux Affaires Publiques Américano-Israélienne (AIPAC) et la Conférence des Présidents des principales Organisations Juives, sont dirigées par des intransigeants qui soutiennent généralement la politique expansionniste du parti du Likud, y compris son hostilité au processus de paix d'Oslo.

La majeure partie des Juifs Américains est par contre plus encline à faire des concessions aux Palestiniens, et quelques groupes - tels que Jewish Voice for Peace - préconisent fortement de telles initiatives.

En dépit de ces différences, les modérés et les intransigeants sont tous en faveur d'un soutien absolu à Israël.

Sans surprise, les leaders Juifs Américains consultent souvent les responsables israéliens, pour s'assurer que leurs actions font avancer les objectifs israéliens.

Comme l'a écrit un activiste d'une importante organisation juive, 'Nous disons souvent : "C'est notre politique sur une certaine question, mais nous devons vérifier ce que pensent les Israéliens." Nous, en tant que communauté, le faisons tout le temps.' Il y a un gros préjudice à critiquer la politique israélienne, et faire pression sur Israël est considéré comme hors de question.

Edgar Bronfman Sr, Président du Congrès Juif Mondial, a été accusé de 'perfidie' quand il a écrit une lettre au Président Bush mi-2003 l'invitant à persuader Israël de limiter la construction de sa 'barrière de sécurité' controversée.

Ses critiques ont dit que 'Il est toujours obscène que le président du Congrès Juif Mondial incite le président des Etats-Unis à résister à la politique promue par le gouvernement israélien.'

De même, quand le président du forum politique d'Israël, Seymour Reich, a conseillé à Condoleezza Rice en novembre 2005 de demander à Israël de rouvrir un passage des frontières critique dans la bande de Gaza, son action a été dénoncée comme 'irresponsable': 'Il n'y a', ont dit ses critiques, 'absolument aucune place dans le principal courant juif pour une prospection active contre la politique liée à la sécurité . . . d'Israël.'

Reculant devant ces attaques, Reich a annoncé que 'le mot "pression" n'est pas dans mon vocabulaire quand il s'agit d'Israël.'

Les Américains juifs ont créé un nombre impressionnant d'organisations pour influencer la politique étrangère Américaine, dont l'AIPAC, la plus puissante et la mieux connue.

En 1997, le magazine Fortune a demandé à des membres du Congrès et à leurs équipes d'énumérer les Lobbies les plus puissants à Washington.

L'AIPAC a été placée en seconde place derrière l'Association Américaine des Retraités (AARP), mais devant de l'AFL-CIO and la National Rifle Association.

Une enquête du journal Nationale en mars 2005 a tiré la même conclusion, en plaçant l'AIPAC en seconde place (à égalité avec l'AARP) dans le "classement des muscles" à Washington.

Le Lobby comprend également des Evangélistes Chrétiens bien connus comme Gary Bauer, Jerry Falwell, Ralph Reed et Pat Robertson, tout comme Dick Armey et Tom Delay, d'anciens chefs de la majorité à la Chambre des Représentants, tous croient que la renaissance d'Israël est l'accomplissement d'une prophétie biblique et soutiennent son agenda expansionniste; agir autrement, pensent-ils, seraient contraires à la volonté de Dieu.

Des gentils (Non-Juifs) Néo-conservateurs tels que John Bolton; Robert Bartley, l'ancien rédacteur de journal Wall Street; William Bennett, l'ancien secrétaire de l'éducation; Jeane Kirkpatrick, ancien ambassadeur de l'ONU; et l'influent chroniqueur George Will sont également des fermes défenseurs.

La forme du gouvernement américain offre aux activistes de nombreuses façons d'influencer le processus politique. Les groupes d'intérêt peuvent inciter les représentants élus et les membres du bureau exécutif, apportent des contributions de campagne, votent aux élections, tentent de façonner l'opinion publique etc...

Ils apprécient une quantité disproportionnée d'influence quand ils s'engagent sur une question à laquelle la majeure partie de la population est indifférente.

Les politiciens auront tendance à satisfaire ceux qui s'intéressent au sujet, même si leurs nombres sont petits, persuadés que le reste de la population ne les pénalisera pas pour avoir agi ainsi.

Dans son fonctionnement de base, le Lobby Israélien n'est pas différent du Lobby des fermiers, de celui des Syndicats de l'acier ou du textile, ou d'autres Lobbies ethniques. Il n'y a rien d'abusif concernant le fait que les Juifs Américains et leurs alliés Chrétiens essayent d'influencer la politique américaine : les activités du Lobby ne sont pas une conspiration telle qu'elle est représentée dans des appareils comme les Protocoles des Sages de Sion.

Pour la plupart, les individus et les groupes qui en font partie font seulement ce que d'autres groupes d'intérêt font, mais le font beaucoup mieux. En revanche, les groupes d'intérêt pro-Arabes, pour autant qu'ils existent, sont faibles, ce qui rend la tâche encore plus facile au Lobby Israélien.

Le Lobby poursuit deux larges stratégies.

D'abord, il utilise son influence significative à Washington, en faisant pression sur le Congrès et le bureau exécutif. Quelque soit l'opinion d'un législateur ou d'un politicien, le Lobby tente de faire que le soutien à Israël soit le 'bon' choix.

En second lieu, il tâche de s'assurer que le discours public dépeigne Israël sous un jour positif, en répétant des mythes au sujet de sa création et en défendant son point de vue dans des débats politiques. Le but est d'empêcher que des commentaires critiques puissent obtenir une audience équitable dans l'arène politique.

Le contrôle de la discussion est essentiel pour garantir le soutien américain, parce qu'une discussion sincère sur les relations Américano-Israéliennes pourrait mener les Américains à favoriser une politique différente.

Un pilier clé de l'efficacité du Lobby est son influence au Congrès, où Israël est pratiquement immunisé de critique. C'est en soi remarquable, parce que le Congrès lance rarement des sujet contestables.

Quand Israël est concerné, cependant, les critiques potentielles disparaissent. Une raison est que certains principaux membres sont des Sionistes Chrétiens comme Dick Armey, qui a dit en septembre 2002 : 'Ma priorité numéro 1 dans la politique étrangère est de protéger Israël.' On pourrait penser que la priorité numéro 1 de tout membre du Congrès devrait être de protéger l'Amérique.

Il y a également des sénateurs et des membres du Congrès Juifs qui travaillent pour s'assurer que la politique étrangère des Etats-Unis soutienne les intérêts d'Israël.

Une autre source du pouvoir du Lobby est son utilisation du personnel du Congrès pro-Israélien. Comme l'a admis un jour Morris Amitay, un ancien chef de l'AIPAC : 'Il y a beaucoup de types à des postes de cadres ici - sur Capitol Hill - 'qui s'avèrent justement être juifs, qui sont disposés. . . à voir certains sujets en termes de leur appartenance à la communauté Juive. . . Ce sont tous des types qui sont en mesure de prendre une décision dans ces domaines pour ces sénateurs. . . On peut vous mener une vie affreuse juste au niveau de l'équipe.'

Cependant, l'AIPAC lui-même, forme le coeur de l'influence du Lobby au Congrès.

Son succès est dû à sa capacité de récompenser les législateurs et les candidats au Congrès qui soutiennent son ordre du jour, et de punir ceux qui le défont.

L'argent est critique dans les élections américaines (comme nous le rappelle le scandale sur les affaires douteuses du lobbyiste Jack Abramoff), et l'AIPAC s'assure que ses amis obtiennent une forte aide financière des nombreux comités d'action politique pro-Israéliens.

Toute personne qui est vue comme hostile à Israël peut être sûre que l'AIPAC orientera des contributions de campagne à ses adversaires politiques.

L'AIPAC organise également des campagnes d'écriture de lettres et encourage les rédacteurs de journaux à approuver les candidats pro-Israéliens.

Il n'y a aucun doute sur l'efficacité de ces stratégies.

Voici un exemple : aux élections de 1984, l'AIPAC a aidé à battre le sénateur Charles Percy de l'Illinois, qui, selon un haut responsable du Lobby, avait montré 'de l'insensibilité et même de l'hostilité envers nos intérêts'.

Thomas Dine, le chef de l'AIPAC à l'époque, a expliqué ce qui s'est produit : 'Tous les Juifs en Amérique, d'une côte à l'autre, se sont réunis pour évincer Percy. Et les politiciens américains - ceux qui occupent des positions publiques maintenant, et ceux qui y aspirent - ont reçu le message.'

L'influence de l'AIPAC sur la Colline du Capitole va même encore plus loin. Selon Douglas Bloomfield, un ancien membre de la direction de l'AIPAC, 'Il est commun pour les membres du Congrès et leurs équipes de se tourner d'abord vers l'AIPAC quand ils ont besoin d'information, avant d'appeler la Bibliothèque du Congrès, le Service de Recherches du Congrès, le personnel du comité ou des experts en matière d'administration.'

Plus important, il note que l'AIPAC 'est souvent invité à rédiger des discours, à travailler sur la législation, à conseiller sur des stratégies, à effectuer des recherches, à rassembler des co-sponsors et des votes de marshal'.

Le résultat est que l'AIPAC, agent d'un gouvernement étranger, a la mainmise sur le Congrès, avec comme conséquence : la politique américaine envers Israël n'y est pas discutée, bien que cette politique ait des conséquences importantes pour le monde entier.

En d'autres termes, une des trois principales branches du gouvernement est fermement investie dans le soutien à Israël.

Comme le remarquait un ancien sénateur Démocrate, Ernest Hollings, en quittant le bureau, 'Vous ne pouvez pas avoir une politique israélienne autre que celle que l'AIPAC vous donne ici.'

Ou comme ce qu'a dit un jour Ariel Sharon à un public américain : 'Quand les gens me demandent comment ils peuvent aider Israël, je leur dis : "Aidez l'AIPAC." '

Grâce en partie à l'influence qu'ont les électeurs juifs sur les élections présidentielles, le lobby a également un pouvoir significatif sur l'Exécutif.

Bien qu'ils constituent moins de 3% de la population, ils font de grosses donations de campagne aux candidats des deux partis. Le Washington Post a par le passé estimé que les candidats Démocrates à l'élection présidentielle 'dépendent des partisans Juifs qui fournissent au moins de 60% de l'argent'.

Et parce que les électeurs juifs ont des taux élevés de personnes présentes et sont concentrés dans les Etats clés comme la Californie, la Floride, l'Illinois, New York et la Pennsylvanie, les candidats à la présidence vont loin pour ne pas les contrarier.

Les principales organisations du Lobby travaillent à s'assurer que les critiques d'Israël n'obtiennent pas de postes importants en politique étrangère.

Jimmy Carter voulait que George Ball soit son premier Secrétaire d'Etat, mais il savait que Ball était connu comme un critique d'Israël et que le Lobby s'opposerait à sa nomination.

De cette façon, tout aspirant politicien est encouragé à devenir un défenseur d'Israël manifeste, c'est pourquoi les critiques publics de la politique israélienne sont devenus des espèces en danger dans l'establishment de la politique étrangère.

Quand Howard Dean a appelé les Etats-Unis à prendre rôle 'un plus équitable' dans le conflit Arabo-Israélien, le sénateur Joseph Lieberman l'a accusé de vendre Israël et a dit que sa déclaration était 'irresponsable'.

Pratiquement tous les principaux Démocrates à la Chambre des Représentants ont signé une lettre critiquant les remarques de Dean, et le Chicago Jewish Star a rapporté que : 'Des attaquants anonymes. . . . encombrant les boîtes mails des responsables Juifs du pays, pour prévenir - sans beaucoup de preuve - que Dean serait plutôt mauvais pour Israël.'

Cette inquiétude était absurde; Dean est, en fait, tout à fait pro-Israélien : son co-responsable de campagne était un ancien président de l'AIPAC, et Dean a déclaré que ses propres opinions sur le Moyen-Orient étaient plus proches de celles de l'AIPAC que celles des plus modérés que sont Americans for Peace Now.

Il avait simplement suggéré que 'en réunissant les deux parties', Washington agirait en tant qu'intermédiaire honnête. C'est difficilement une idée radicale, mais le Lobby ne tolère pas l'impartialité.

Pendant l'Administration Clinton, la politique Moyen-Orientale était en grande partie façonnée par des responsables ayant des liens étroits avec Israël ou d'importantes organisations pro-israéliennes; parmi eux, Martin Indyk, l'ancien directeur adjoint de la Recherche à l'AIPAC et le co-fondateur du pro-israélien Washington Institute for Near East Policy (WINEP); Dennis Ross, qui a rejoint le WINEP après avoir quitté le gouvernement en 2001; et Aaron Miller, qui a habité en Israël et visite souvent le pays.

Ces hommes étaient parmi les conseillers les plus proches de Clinton au sommet de Camp David en juillet 2000.

Bien que tous les trois soutenaient le processus de paix d'Oslo et privilégiaient la création d'un état palestinien, ils l'ont fait seulement dans les limites de ce qui semblerait acceptable pour Israël. La délégation américaine a pris ses consignes auprès d'Ehud Barak, a coordonné à l'avance avec Israël ses positions de négociation, et n'a pas offert de propositions indépendantes.

Sans surprise, les négociateurs palestiniens se sont plaints qu'ils 'étaient en pourparlers avec deux équipes israéliennes - l'une affichant un drapeau israélien, et l'autre un drapeau américain '.

La situation est bien plus prononcée dans l'Administration Bush, dont les rangs comprenaient des avocats aussi fervents de la cause israélienne comme Elliot Abrams, John Bolton, Douglas Feith, I. Lewis ('Scooter') Libby, Richard Perle, Paul Wolfowitz et David Wurmser.

Comme nous le verrons, ces responsables ont uniformément poussé pour des politiques privilégiées par Israël et soutenues par des organisations du Lobby.

Le Lobby ne veut pas de débat public, naturellement, parce que cela pourrait mener les Américains à remettre en cause le niveau de soutien qu'ils fournissent.

En conséquence, les organisations pro-Israéliennes travaillent dur pour influencer les institutions qui font tout ce qu'elles peuvent pour façonner l'opinion populaire.

La perspective du Lobby règne dans les médias traditionnels : 'le débat parmi les experts du Moyen-Orient', écrit le journaliste Eric Alterman : 'est dominé par des gens qui ne peuvent pas imaginer critiquer Israël'.

Il énumère 61 'chroniqueurs et commentateurs sur lesquels on peut compter pour soutenir Israël par réflexe et sans qualification'.

En revanche, il a trouvé seulement cinq experts qui critiquent uniformément les actions israéliennes ou approuvent les positions arabes.

Les journaux publient de temps en temps des articles d'invités critiquant la politique israélienne, mais l'équilibre de l'opinion favorise clairement l'autre côté. Il est difficile d'imaginer un média traditionnel aux Etats-Unis publier un article comme celui-ci.

'Shamir, Sharon, Bibi – tout ce que veulent ces types me semble très bien' a un jour remarqué Robert Bartley. Il n'est pas étonnant que, son journal, le Wall Street Journal, ainsi que d'autres journaux importants comme le Chicago Sun-Times et le Washington Times, publient régulièrement des éditoriaux qui soutiennent fortement Israël. Des magazines comme le Commentary, le New Republic and le Weekly Standard défendent Israël à chaque fois.

On trouve également des éditoriaux partiels dans des journaux comme le New York Times qui critique de temps en temps la politique israélienne et concède parfois que les Palestiniens ont des revendications légitimes, mais il n'est pas équitable.

Dans ses mémoires, l'ancien directeur de la rédaction du journal, Max Frankel, reconnaît l'impact que sa propre attitude a eu sur ses décisions éditoriales : 'J'ai été bien plus profondément dévoué à Israël que j'ai osé l'affirmer. . . Enrichi par ma connaissance d'Israël et de mes amitiés là-bas, j'ai moi-même écrit la plupart de nos commentaires sur le Moyen-Orient. Comme l'ont reconnu plus de lecteurs Arabes que de Juifs, je les ai écrits d'une perspective pro-Israélienne.'

Les nouveaux reportages sont plus équitables, en partie parce que les journalistes tâchent d'être objectifs, mais également parce qu'il est difficile de couvrir des événements dans les Territoires Occupés sans reconnaître les actions d'Israël sur le terrain.

Pour décourager les reportages défavorables, le Lobby organise des campagnes d'écriture de lettres, des manifestations et des boycotts des nouvelles publications dont le contenu est considéré comme anti-Israélien.

Un directeur de CNN a dit qu'il reçoit parfois 6000 messages emails en une seule journée pour se plaindre d'une histoire.

En mai 2003, le pro-israélien Committee for Accurate Middle East Reporting in America (CAMERA) a organisé des manifestations à l'extérieur des stations de National Public Radio dans 33 villes; il a également essayé de persuader les donateurs de suspendre le soutien au NPR jusqu'à ce que sa couverture Moyen-Orientale devienne plus sympathique à Israël.

La station du NPR de Boston, WBUR, aurait perdu plus de 1 million de dollars de contributions suite à ces efforts.

D'autres pressions sur la NPR sont venues des amis d'Israël au Congrès, qui ont demandé un audit interne de sa couverture Moyen-Orientale ainsi que plus de surveillance.

Le côté israélien domine également les think tanks qui jouent un rôle important dans le façonnage du débat public ainsi que dans la politique actuelle. Le Lobby a créé son propre think tank en 1985, quand Martin Indyk a aidé à créer WINEP.

Bien que WINEP garde secret ses liens avec Israël, en affirmant qu'il fournit une perspective "équilibrée et réaliste" sur les questions du Moyen-Orient, il est financé et dirigé par des individus profondément engagés dans la progression de l'agenda d'Israël.

Cependant, l'influence du Lobby se prolonge bien au delà de WINEP,. Au cours des 25 dernières années, les forces pro-israéliennes ont installé une présence dominante à l'American Enterprise Institute, au Brookings Institution, au Center for Security Policy, au Foreign Policy Research Institute, à l'Heritage Foundation, à l'Hudson Institute, à l'Institute for Foreign Policy Analysis et au Jewish Institute for National Security Affairs (JINSA)..

Ces think tanks emploient peu ou pas du tout de critiques du soutien américain à Israël.

Prenons le Brookings Institution. Pendant de nombreuses années, son principal expert sur le Moyen-Orient était William Quandt, un ancien fonctionnaire du NSC avec une réputation bien-méritée d'impartialité. Aujourd'hui, la couverture de Brookings est menée par le Saban Center for Middle East Studies, qui est financé par Haim Saban, un homme d'affaires Israélo-Américain et Sioniste ardent. Le directeur du centre est l'omniprésent Martin Indyk. Ce qui était par le passé un institut de politique indépendant fait maintenant partie du chorus pro-Israélien.

Là où le Lobby a eu la plus grosse difficulté est dans l'étouffement du débat sur les campus d'université.

Dans les années 90, quand le processus de paix d'Oslo était en cours, il y avait seulement une légère critique d'Israël, mais elle s'est développée avec l'effondrement d'Oslo et l'accès au pouvoir de Sharon, devenant très tonitruante quand l'IDF a réoccupé la Cisjordanie au printemps 2002 et qu'elle a utilisé une force énorme pour maîtriser le deuxième intifada.

Le Lobby a agi immédiatement pour "reprendre les campus '.

Des nouveaux groupes ont pris naissance, comme la Caravan for Democracy, qui a fait venir des intervenants israéliens dans les universités américaines. Des groupes établis comme le Jewish Council for Public Affairs et Hillel s'y sont joints, et un nouveau groupe, l'Israel on Campus Coalition, a été constitué pour coordonner les nombreux organismes qui cherchent maintenant à aborder le cas d'Israël.

En conclusion, l'AIPAC a plus que triplé ses dépenses dans des programmes pour surveiller les actions dans les universités et pour former de jeunes avocats, dans le but 'd'augmenter énormément le nombre d'étudiants impliqués sur les campus. . . dans le cadre de l'effort national pro-Israélien'.

Le Lobby surveille également ce que les professeurs écrivent et enseignent.

En septembre 2002, Martin Kramer et Daniel Pipes, deux néo-conservateurs passionément pro-Israéliens, ont créé un site internet (Campus Watch) qui affichent des dossiers sur des universitaires suspects et encouragent les étudiants à relater les remarques ou les comportements qui pourraient être considérés comme hostiles à Israël.

Cette tentative transparente de mettre sur une liste noire et d'intimider les professeurs a provoqué une sévère réaction et Pipes et Kramer ont plus tard enlevé les dossiers, mais le site internet invite toujours les étudiants à rapporter toute activité "anti-Israélienne".

Des groupes du Lobby ont fait pression sur des universitaires et des universités particuliers.

Colombia a été une cible fréquente, sans aucun doute en raison de la présence du défunt Edward Said dans son corps enseignant. 'On pouvait être sûr que toute déclaration publique en soutien aux Palestiniens faite par l'éminent critique littéraire Edward Said récolterait des centaines d'email, de lettres et de compte-rendus journalistiques nous invitant à dénoncer Said et soit à le sanctionner ou à lui tirer dessus' rapportait Jonathan Cole, son ancien principal.

Quand Colombia a recruté l'historien Rashid Khalidi de Chicago, la même chose s'est produite.

Ce fut un problème que Princeton a également affronté quelques années plus tard quand il a envisagé courtiser Khalidi pour qu'il parte de Colombia.

Une illustration classique de l'effort pour maintenir l'ordre dans le milieu universitaire s'est produite vers la fin 2004, quand le Projet David a produit un film alléguant que les membres du corps enseignant du

programme d'études Moyen-Orientales de Columbia étaient antisémites et intimidaient les étudiants juifs qui se positionnaient pour Israël.

Colombia a été sur des charbons ardents, mais un comité du corps enseignant qui a été assigné pour enquêter sur les accusations n'a trouvé aucune preuve d'anti-sémitisme et le seul incident probablement notable était qu'un professeur 'avait répondu âprement' à la question d'un étudiant.

Le comité a également découvert que les universitaires en question avaient été eux-mêmes la cible d'une campagne manifeste d'intimidation.

L'aspect peut-être le plus inquiétant dans tout cela, ce sont les efforts faits par les groupes juifs pour pousser le Congrès à établir des mécanismes pour surveiller ce que disent les professeurs.

S'ils parviennent à le faire voter, des universités jugées avoir une tendance anti-israélienne pourraient se voir refuser un financement fédéral. Leurs efforts n'ont pas encore réussi, mais cela indique l'importance placée sur le contrôle du débat.

Un certain nombre de philanthropes Juifs ont récemment créé des programmes d'Etudes d'Israël (en plus des environ 130 programmes d'études Juifs existants déjà) afin d'augmenter le nombre d'élèves amis d'Israël sur les campus.

En mai 2003, NYU a annoncé la création du Taub Center for Israel Studies; des programmes semblables ont été créés à Berkeley, Brandeis et Emory.

Les administrateurs universitaires soulignent leur valeur pédagogique, mais la vérité est qu'ils ont en grande partie pour objectif de favoriser l'image d'Israël.

Fred Laffer, directeur de la Taub Foundation, indique clairement que sa fondation a financé le centre de NYU pour aider à contrer 'le point de vue [sic] Arabe' qu'il pense être répandu dans les programmes Moyen-Orientaux de NYU.

Aucune discussion sur le Lobby ne serait complète sans examen d'une de ses armes plus puissantes: l'accusation d'anti-sémitisme.

Toute personne qui critique les actions d'Israël ou argue du fait que les groupes pro-Israéliens ont une influence significative sur la politique Moyen-Orientale des États-Unis – un hommage à l'influence de l'AIPAC – a une forte chance d'être traitée d'antisémite.

En effet, toute personne qui affirme simplement qu'il y a un Lobby Israélien court le risque d'être accusée d'anti-sémitisme, bien que les médias israéliens fassent référence au 'Lobby Juif' en Amérique.

En d'autres termes, le Lobby se vante d'abord de son influence et attaque ensuite toute personne qui attire l'attention sur lui. C'est une stratégie très efficace: l'anti-sémitisme est quelque chose dont personne ne veut être accusé.

Les Européens ont été plus disposés que les Américains à critiquer la politique israélienne, ce que certains attribuent à une réapparition de l'anti-sémitisme en Europe. 'Nous arrivons à un point', déclarait l'ambassadeur américain auprès de l'Union Européenne début 2004, 'qui est aussi mauvais que ce qui se passait dans les années 30'.

Mesurer l'anti-sémitisme est une chose compliquée, mais le poids des preuves montrent la direction opposée.

Au printemps 2004, quand les accusations d'anti-sémitisme européen se sont répandues en Amérique, des sondages d'opinion publique européenne séparés menés par l'Anti-Defamation League basée aux États-Unis et le Pew Research Center for the People and the Press ont constaté qu'en fait il diminuait. Dans les années 30, en revanche, l'anti-sémitisme était non seulement répandu parmi les Européens de toutes classes mais était considéré comme tout à fait acceptable.

Le Lobby et ses amis dépeignent souvent la France comme le pays le plus antisémite d'Europe. Mais en 2003, le chef de la communauté juive française a déclaré que la 'France n'était pas plus antisémite que l'Amérique.'

Selon un article récent paru dans Ha'aretz, la police française a rapporté que les incidents antisémites avaient diminué de près de 50% en 2005; et cela bien que la France ait la plus grande population Musulmane d'Europe.

En conclusion, quand un juif français a été assassiné à Paris le mois dernier par un gang Musulman, des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues pour condamner l'anti-sémitisme. Jacques Chirac et Dominique de Villepin ont tous les deux assisté à l'office commémoratif de la victime pour montrer leur solidarité.

Personne ne nierait qu'il y a de l'anti-sémitisme parmi les Musulmans Européens, en partie provoquée par la conduite d'Israël envers les Palestiniens et une partie parce qu'il y a tout simplement du racisme. Mais c'est une question séparée avec peu de relation avec si oui ou non l'Europe est aujourd'hui comme l'Europe des années 30.

Personne ne nierait qu'il reste quelques antisémites autochtones virulents en Europe (comme il y en a aux Etats-Unis) mais ils ne sont pas nombreux et leurs opinions sont rejetées par la grande majorité des Européens.

Quand ils sont pressés d'aller au delà de la seule affirmation, les avocats d'Israël prétendent qu'il y a un 'nouvel anti-sémitisme', qui équivaut à une critique d'Israël. En d'autres termes, critiquez la politique israélienne et vous êtes par définition un antisémite.

Quand le Synode de l'Eglise Anglicane a récemment voté pour désinvestir de Caterpillar Inc. parce qu'il fabrique des bulldozers utilisés par les Israéliens pour démolir les maisons palestiniennes, le Grand Rabbin s'est plaint que cela 'aurait des répercussions les plus défavorables sur. . . les relations entre les Juifs et les Chrétiens en Grande-Bretagne ', tandis que le Rabbin Tony Bayfield, à la tête du Mouvement de Réforme, disait : 'Il y a un net problème d'anti-Sioniste – à la limite de l'antisémitisme - des attitudes émergeant de la base et même des catégories au centre de l'Eglise.' Mais l'Eglise était simplement coupable de protestation contre la politique du gouvernement israélien.

Des critiques sont également accusés de tenir Israël à un niveau injuste ou de remettre en cause son droit à exister. Mais ce sont de fausses accusations aussi. Les critiques occidentaux d'Israël ne remettent presque jamais en cause son droit à exister : ils remettent en cause son comportement envers les Palestiniens, tout comme les Israéliens eux-mêmes.

Israël n'est pas non plus jugé injustement. Le traitement des Palestiniens par les Israéliens attire la critique parce qu'il est contraire aux notions largement admises des droits de l'homme, au droit international et au principe de l'autodétermination nationale. Et c'est difficilement le seul Etat à avoir affronté de vives critiques pour ces raisons.

En automne 2001, et particulièrement au printemps 2002, l'Administration Bush a tenté de réduire le sentiment anti-Américain dans le monde Arabe et de saper le soutien aux groupes terroristes comme Al-Qaida en stoppant la politiques expansionniste d'Israël dans les Territoires Occupés et en préconisant la création d'un Etat palestinien.

Bush avait à sa disposition des moyens de persuasion très significatifs. Il aurait pu menacer de réduire le soutien économique et diplomatique à Israël, et les Américains l'auraient presque certainement soutenu.

Un sondage de mai 2003 indiquait que plus de 60% des Américains étaient disposés à retenir l'aide si Israël résistait à la pression des Etats-Unis pour régler le conflit, et que le nombre atteignait 70% parmi 'les politiquement actifs'.

En effet, 73% ont dit que les Etats-Unis ne devraient pas favoriser l'une ou l'autre partie.

Pourtant, l'Administration n'a pas changé la politique israélienne, et Washington a fini par la soutenir.

Avec le temps, l'Administration a également adopté les propres justifications d'Israël sur sa position, de sorte que la rhétorique des Etats-Unis a commencé à imiter la rhétorique israélienne. En février 2003, un titre du Washington Post résumait la situation : 'Bush et Sharon presque identiques sur la politique du Moyen-Orient.'

La raison principale de ce changement était le Lobby.

L'histoire commence en septembre 2001, quand Bush a commencé à inviter Sharon pour qu'il montre de la retenue dans les Territoires Occupés. Il l'a également pressé de permettre au Ministre des Affaires Etrangères israélien, Shimon Peres, de rencontrer Yasser Arafat, quoiqu'il (Bush) ait fortement critiqué le leadership d'Arafat. Bush a même dit publiquement qu'il soutenait la création d'un état palestinien. Alarmé, Sharon l'a accusé de tenter 'd'apaiser les Arabes à nos frais', en avertissant qu'Israël 'ne sera pas la Tchécoslovaquie'.

Bush était soi-disant furieux d'avoir été comparé à Chamberlain, et le secrétaire de presse de la Maison Blanche a qualifié les remarques de Sharon d'"inacceptables" .

Sharon a présenté des excuses, mais il a rapidement réuni ses forces à celles du Lobby pour persuader l'Administration et les Américains que les Etats-Unis et Israël affrontaient une menace terroriste commune.

Des responsables israéliens et des représentants du Lobby ont insisté sur le fait qu'il n'y avait aucune véritable différence entre Arafat et Osama bin Laden : les Etats-Unis et Israël, ont-ils dit, devraient isoler le chef élu des Palestiniens et ne rien avoir à faire avec lui.

Le Lobby est également allé travailler au Congrès.

Le 16 novembre, 89 sénateurs ont envoyé une lettre à Bush en le félicitant d'avoir refusé de rencontrer Arafat, mais en demandant également que les Etats-Unis ne retiennent pas Israël de représailles contre les Palestiniens; l'administration, écrivaient-ils, doit déclarer publiquement qu'elle se tient derrière Israël.

Selon le New York Times, la lettre 'provenait' d'une réunion qui s'était déroulée deux semaines auparavant entre les 'responsables de la communauté juive américaine et les principaux sénateurs', en ajoutant que l'AIPAC avait été 'particulièrement actif en fournissant des conseils au sujet de la lettre' .

Fin novembre, les relations entre Tel Aviv et Washington s'étaient considérablement améliorées. C'était grâce en partie aux efforts du Lobby, mais également grâce à la victoire initiale de l'Amérique en Afghanistan, qui a réduit le besoin détecté d'un soutien Arabe dans l'affrontement avec Al-Qaida.

Sharon s'est rendu à la Maison Blanche début décembre et a eu une réunion amicale avec Bush.

En avril 2002, des problèmes ont encore éclaté, après que l'IDF ait lancé l'opération Bouclier Défensif et qu'il ait repris le contrôle de pratiquement tous les principaux secteurs palestiniens de Cisjordanie.

Bush savait que les actions d'Israël endommageraient l'image de l'Amérique dans le monde Islamique et mineraient la guerre contre le terrorisme, donc il a exigé que Sharon 'cesse les incursions et commence le retrait'. Il a souligné ce message deux jours plus tard, en disant qu'il voulait qu'Israël 'se retire sans tarder'.

Le 7 avril, Condoleezza Rice, conseiller à la sécurité nationale de Bush à l'époque, a déclaré aux journalistes : "'sans tarder" signifie sans tarder. Cela signifie maintenant.' Le même jour, Colin Powell partait pour le Moyen-Orient afin de persuader toutes les parties de cesser de combattre et de commencer à négocier.

Israël et le Lobby sont entrés en action.

Les membres pro-Israéliens du bureau du vice-président et du Pentagone, ainsi que des experts néo-conservateurs tels que Robert Kagan et William Kristol, ont mis la pression sur Powell. Ils l'ont même accusé d'avoir 'pratiquement effacé la distinction entre des terroristes et ces terroristes combattants'.

Bush lui-même était pressé par des leaders Juifs et des évangélistes Chrétiens. Tom DeLay et Dick Armey étaient particulièrement francs sur la nécessité de soutenir Israël, et DeLay et le chef de la minorité au Sénat, Trent Lott, se sont rendus à la Maison Blanche pour avertir Bush de ne pas insister.

Le premier signe que Bush cédait est survenu le 11 avril - une semaine après qu'il ait dit à Sharon de retirer ses forces - quand le secrétaire de presse de la Maison Blanche a dit que le président pensait que Sharon était 'un homme de paix'.

Bush a répété cette déclaration publiquement au retour de Powell de sa mission ratée, et a indiqué aux journalistes que Sharon avait répondu d'une manière satisfaisante à son appel pour un retrait total et immédiat. Sharon n'avait jamais fait une telle chose, mais Bush ne voulait plus en faire un problème.

En attendant, le Congrès se préparait également à soutenir Sharon.

Le 2 mai, il a passé outre les objections de l'Administration et a voté deux résolutions réaffirmant un soutien à Israël. (Le vote du Sénat était de 94 contre 2; la version de la Chambre des Représentants a été votée par 352 contre 21.)

Les deux résolutions affirmaient que les Etats-Unis 'se positionnent solidaires d'Israël' et que les deux pays étaient, pour citer la résolution de la Chambre, 'maintenant engagés dans une lutte commune contre le terrorisme' . La version de la Chambre condamnait également 'le soutien continu et la coordination du terrorisme'.

par Yasser Arafat', qui a été dépeint comme une partie centrale du problème de terrorisme. Les deux résolutions ont été élaborées avec l'aide du Lobby.

Quelques jours plus tard, une délégation bipartite du Congrès d'une mission exploratoire sur Israël a déclaré que Sharon devrait résister à la pression américaine pour négocier avec Arafat.

Le 9 mai, un sous-comité de dotation de la Chambre s'est réuni pour envisager de donner à Israël 200 millions de dollars supplémentaires pour combattre le terrorisme.

Powell s'y est opposé mais le Lobby l'a soutenu et Powell a perdu.

En bref, Sharon et le Lobby s'en sont pris au président des Etats-Unis et ont triomphé. Hemi Shalev, un journaliste du journal israélien Ma'ariv, a rapporté que les collaborateurs de Sharon 'ne pouvaient pas cacher leur satisfaction en raison de l'échec de Powell. Sharon a regardé le Président Bush dans le blanc des yeux, se sont-ils vantés, et le président a baissé les yeux le premier.' Mais c'étaient les champions d'Israël aux Etats-Unis, non Sharon ou Israël, qui ont joué un rôle clé dans la défaite de Bush.

La situation a peu changé depuis lors. L'administration Bush a toujours refusé de traiter avec Arafat. Après sa mort, elle a embrassé le nouveau responsable palestinien, Mahmoud Abbas, mais n'a pas fait beaucoup pour l'aider.

Sharon a continué à développer son plan pour imposer un règlement unilatéral aux Palestiniens, basé sur le 'désengagement' de Gaza couplé à l'expansion continue en Cisjordanie. En refusant de négocier avec Abbas et en faisant en sorte qu'il lui soit impossible de fournir des avantages réels aux Palestiniens, la stratégie de Sharon a contribué directement à la victoire électorale du Hamas.

Avec le Hamas au pouvoir, Israël a une autre excuse pour ne pas négocier. L'administration américaine a soutenu les actions de Sharon (et celles de son successeur, Ehud Olmert).

Bush a même approuvé les annexations unilatérales israéliennes dans les Territoires Occupés, inversant la politique déclarée de tout président depuis Lyndon Johnson.

Les responsables américains ont légèrement critiqué quelques actions israéliennes, mais n'ont pas fait grand chose pour aider à la création d'un Etat palestinien viable.

Sharon a 'accroché Bush autour de son petit doigt', a déclaré l'ancien conseiller à la sécurité nationale, Brent Scowcroft, en octobre 2004.

Si Bush essaye d'éloigner les Etats-Unis d'Israël, ou même de critiquer des actions israéliennes dans les Territoires Occupés, il est sûr d'avoir à affronter la colère du Lobby et de ses défenseurs au Congrès.

Les candidats Démocrates à l'élection présidentielle comprennent que ce sont des choses de la vie, c'est la raison pour laquelle John Kerry s'est donné beaucoup de mal pour montrer un soutien sans faille à Israël en 2004, et c'est pourquoi Hillary Clinton fait la même chose aujourd'hui.

Maintenir un soutien américain à la politique d'Israël contre les Palestiniens est essentiel en ce qui concerne le Lobby, mais ses ambitions ne s'arrêtent pas là. Il veut également que l'Amérique aide Israël à rester la puissance régionale dominante.

Le gouvernement israélien et les groupes pro-Israéliens aux Etats-Unis ont travaillé ensemble pour façonner la politique de l'administration envers l'Irak, la Syrie et l'Iran, ainsi que son grand programme pour réorganiser le Moyen-Orient.

La pression d'Israël et du Lobby n'était pas le seul facteur derrière la décision d'attaquer l'Irak en mars 2003, mais elle était critique.

Quelques Américains pensent que c'était une guerre pour le pétrole, mais il y a peu de preuve directe pour soutenir cette affirmation. Au lieu de cela, la guerre a été motivée, en grande partie, par un désir de rendre Israël plus sûr.

Selon Philip Zelikow, un ancien membre du Foreign Intelligence Advisory Board du Président, le directeur exécutif de la Commission du 11 septembre, et maintenant conseiller de Condoleezza Rice, la 'véritable menace' de l'Irak n'était pas une menace pour les Etats-Unis. 'la menace non dite' était la 'menace pour Israël', a déclaré Zelikow devant un public de l'université de Virginie en septembre 2002. 'Le gouvernement américain,'

a-t'il ajouté, 'ne veut pas trop appuyer là-dessus de façon rhétorique, parce que ce n'est pas un argument populaire.'

Le 16 août 2002, 11 jours avant que Dick Cheney lance la campagne pour la guerre avec un discours devant les Vétérans des Guerres Etrangères, le Washington Post indiquait qu'"Israël poussait les responsables américains à ne pas retarder une attaque militaire contre l'Irak de Saddam Hussein.' Grâce à cela, selon Sharon, la coordination stratégique entre Israël et les Etats-Unis a atteint 'des dimensions sans précédent', et les responsables des renseignements israéliens ont donné à Washington une variété de rapports alarmants au sujet des programmes du WMD de l'Irak.

Comme l'a dit plus tard un général à la retraite israélien : 'Les renseignements israéliens étaient associés à part entière dans l'image présentée par les renseignements Américains et Britanniques concernant les capacités non conventionnelles de l'Irak.'

Les leaders israéliens furent profondément affligés quand Bush a décidé de demander l'autorisation du Conseil de sécurité pour la guerre, et furent encore plus inquiets quand Saddam a accepté de laisser entrer des inspecteurs de l'ONU. 'La campagne contre Saddam Hussein est un must' a déclaré Shimon Peres aux journalistes en septembre 2002. 'Les inspections et les inspecteurs sont bons pour les gens honorables, mais les gens malhonnêtes peuvent surmonter facilement des inspections et des inspecteurs.'

Au même moment, Ehud Barak écrivait un éditorial dans le New York Times avertissant que 'le plus grand risque se situe maintenant dans l'inaction.'

Son prédécesseur en tant que Premier Ministre, Binyamin Netanyahu, publiait un article semblable dans le Wall Street Journal, intitulé : 'La question du Renversement de Saddam'. 'Aujourd'hui il n'y a rien d'autre à faire que de démanteler son régime,' déclarait-il. 'Je crois pouvoir parler pour la majorité écrasante des Israéliens en soutenant une frappe préventive contre le régime de Saddam.'

Ou comme Ha'aretz l'a rapporté en février 2003, 'Le leadership militaire et politique aspire à une guerre en Irak.'

Comme l'a suggéré Netanyahu, pourtant, le désir d'une guerre n'était pas limité aux leaders israéliens. Indépendamment du Koweït, que Saddam avait envahi en 1990, Israël était le seul pays au monde où les politiciens et le public étaient en faveur de la guerre.

Comme l'observait à l'époque le journaliste Gideon Levy, 'Israël est le seul pays en Occident dont les responsables soutiennent la guerre sans réserves et où aucune opinion alternative n'est exprimée.'

En fait, les Israéliens étaient tellement va-t'en-guerre que leurs alliés en Amérique leur ont demandé de réduire leur rhétorique, ou cela serait vu comme si la guerre était engagée au nom d'Israël.

Aux Etats-Unis, la principale force motrice derrière la guerre était une petite bande des néo-conservateurs, dont beaucoup avaient des liens avec le Likud. Mais les chefs des principales organisations du Lobby prêtaient leurs voix à la campagne. '

Alors que le Président Bush essayait de vendre. . . la guerre en Irak' rapportait The Forward, 'les plus importantes organisations Juives d'Amérique se sont rassemblées pour ne faire qu'un et le défendre. Déclaration après déclaration, les chefs de la communauté ont souligné la nécessité de débarrasser le monde de Saddam Hussein et de ses armes de destruction massive.' L'éditorial continue en disant que : 'L'inquiétude pour la sécurité d'Israël a été un facteur légitime dans les discussions des principaux groupes juifs.'

Bien que les néo-conservateurs et d'autres leaders du Lobby aient été désireux d'envahir l'Irak, la plus large communauté juive américaine ne l'était pas. Juste après que la guerre ait commencé, Samuel Freedman a signalé que 'une compilation des sondages d'opinion dans tout le pays effectué par le Pew Research Center montre que les juifs sont moins enclins à soutenir la guerre contre l'Irak que la population dans son ensemble, 52% contre 62%.'

En clair, il serait erroné de blâmer la guerre en Irak sur 'l'influence juive'.

Par contre, c'était en grande partie dû à l'influence du Lobby, et en particulier à celle des néo-conservateurs qui en ont font partie.

Les néo-conservateurs étaient déterminés à renverser Saddam même avant que Bush soit élu président.

Ils ont causé une agitation, début 1998, en publiant deux lettres ouvertes à Clinton, demandant le renversement de Saddam du pouvoir.

Les signataires, dont beaucoup avaient des liens étroits avec les groupes pro-Israéliens comme le JINSA ou WINEP, et qui incluait Elliot Abrams, John Bolton, Douglas Feith, William Kristol, Bernard Lewis, Donald Rumsfeld, Richard Perle et Paul Wolfowitz, avaient quelques problèmes à persuader l'Administration Clinton d'adopter l'objectif général d'évincer Saddam. Mais ils ne pouvaient pas vendre une guerre pour atteindre cet objectif.

Ils ne furent pas non plus capables de générer l'enthousiasme pour envahir l'Irak pendant les premiers mois de l'Administration Bush. Ils avaient besoin d'aide pour atteindre leur but. Cette aide est arrivée avec le 11 Septembre. Précisément, les événements de ce jour-là ont mené Bush et Cheney à changer de direction et à devenir de forts partisans d'une guerre préventive.

Lors d'une réunion clé avec Bush à Camp David le 15 septembre, Wolfowitz a préconisé d'attaquer l'Irak avant l'Afghanistan, quoiqu'il n'y ait eu aucune preuve que Saddam était impliqué dans les attaques contre les Etats-Unis et que l'on savait que Bin Laden était en Afghanistan.

Bush a rejeté son conseil et a choisi d'aller attaquer l'Afghanistan, mais la guerre avec l'Irak était maintenant envisagée comme une possibilité sérieuse et le 21 novembre le président a chargé les planificateurs militaires de développer des plans concrets pour une invasion.

D'autres néo-conservateurs étaient pendant ce temps au travail dans les couloirs du pouvoir. Nous n'avons pas encore l'histoire complète, mais des professeurs comme Bernard Lewis de Princeton et Fouad Ajami de Johns Hopkins auraient joué des rôles importants en persuadant Cheney que la guerre était la meilleure option, cependant des néo-conservateurs de son équipe - Eric Edelman, John Hannah et Scooter Libby, le chef d'Etat-Major de Cheney et l'un des individus les plus puissants dans l'administration - ont également joué leur rôle.

Début 2002, Cheney avait persuadé Bush; et avec Bush et Cheney à bord, la guerre était inévitable.

A l'extérieur de l'administration, des experts néo-conservateurs n'avaient pas perdu de temps à rendre l'invasion de l'Irak une chose essentielle pour gagner la guerre contre le terrorisme. Leurs efforts étaient conçus en partie pour maintenir la pression sur Bush, et pour triompher en partie d'une opposition à la guerre à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement.

Le 20 septembre, un groupe de proéminents néo-conservateurs et leurs alliés ont publié une autre lettre ouverte : 'Même si aucune preuve ne lie directement l'Irak à l'attaque,' dit-elle, 'Toute stratégie visant l'extirpation du terrorisme et ses commanditaires doit inclure un effort déterminé pour renverser Saddam Hussein du pouvoir en Irak.'

La lettre rappelait également à Bush que 'Israël était et restait l'allié le plus sûr de l'Amérique contre le terrorisme international.'

Dans la parution du 1^{er} Octobre du Weekly Standard, Robert Kagan et William Kristol demandaient un changement de régime en Irak dès que les Talibans seraient battus.

Le même jour, Charles Krauthammer arguait dans le Washington Post que lorsque les Etats-Unis auraient terminé la guerre en Afghanistan, la Syrie devrait être le prochain, suivi de l'Iran et de l'Irak: 'La guerre contre le terrorisme se conclura à Bagdad, 'Quand nous acheverons le régime terroriste le plus dangereux au monde'.

C'était le début d'une campagne de relations publiques implacable pour gagner le soutien d'une invasion de l'Irak, dont une partie cruciale était la manipulation des renseignements de façon à faire croire que Saddam constituait une menace imminente.

Par exemple, Libby a fait pression sur les analystes de la CIA pour qu'ils trouvent des preuves pour la guerre et a aidé à préparer le briefing maintenant critiqué de Colin Powell au Conseil de Sécurité de l'ONU.

Au Pentagone, le Policy Counter terrorism Evaluation Group était chargé de trouver des liens entre Al-Qaida et l'Irak que les renseignements avaient soi-disant ratés. Ses deux principaux membres étaient David Wurmser, un néo-conservateur de la ligne dure, et Michael Maloof, un Libano-Américain très lié à Perle.

Un autre groupe du Pentagone, le soi-disant Bureau des Projets Spéciaux, avait pour tâche de découvrir des preuves qui pourraient être utilisées pour vendre la guerre.

Il était dirigé par Abram Shulsky, un néo-conservateur avec des liens de longue date avec Wolfowitz, et ses rangs incluait des recrues des think tanks pro-Israéliens. Ces deux organisations avaient été créés après le 11 Septembre et rendaient des comptes directement à Douglas Feith.

Comme pratiquement tous les néo-conservateurs, Feith est profondément dévoué à Israël; il a également des liens avec le Likud depuis longtemps.

Il a écrit des articles dans les années 90 soutenant les colonies et arguant qu'Israël devrait conserver les Territoires Occupés.

Plus important, avec Perle et Wurmser, il a écrit le rapport célèbre "Clean Break" en juin 1996 pour Netanyahu, qui venait juste d'être élu Premier Ministre. Entre autres, il a recommandé que Netanyahu 'se concentre sur le renversement de Saddam Hussein du pouvoir en Irak - un important objectif stratégique Israélien'.

Il demandait également qu'Israël prenne des mesures pour réorganiser l'ensemble du Moyen-Orient.

Netanyahu n'a pas suivi leur conseil, mais Feith, Perle et Wurmser encouragèrent bientôt l'administration Bush à poursuivre ces mêmes objectifs. L

e chroniqueur Akiva Eldar du Ha'aretz a averti que Feith et Perle 'marchent sur une ligne mince entre leur loyauté aux gouvernements américains. . . et les intérêts israéliens '.

Wolfowitz est également dévoué à Israël. The Forward l'a un jour décrit comme 'la voix pro-israélienne la plus "faucou" dans l'administration', et, en 2002, l'a choisi 1^{er} parmi les 50 notables qui 'ont consciemment poursuivi l'activisme Juif '.

A peu près au même moment, le JINSA donnait à Wolfowitz son Henry M. Jackson Distinguished Service Award pour avoir favorisé un fort partenariat entre Israël et les Etats-Unis; et le Jérusalem Post, en le décrivant comme 'fortement pro-Israélien', l'a élu 'homme de l'année' en 2003.

En conclusion, un mot bref sur le soutien d'avant-guerre des néo-conservateurs à Ahmed Chalabi, l'exilé irakien sans scrupules qui dirige le Congrès National Irakien (INC).

Ils ont soutenu Chalabi parce qu'il avait établi des liens étroits avec les groupes Juif-Américains et s'était engagé à favoriser de bonnes relations avec Israël quand il serait au pouvoir.

C'était précisément ce que les partisans pro-Israéliens du changement de régime voulaient entendre.

Matthew Berger a présenté le contexte de l'histoire dans un journal Juif : 'L'INC voyait l'amélioration des relations comme un moyen d'utiliser l'influence juive à Washington et à Jérusalem et d'obtenir un soutien accru à sa cause. Pour leur part, les groupes juifs voyaient une occasion de préparer le terrain pour de meilleures relations entre Israël et l'Irak, si et quand l'INC serait impliqué dans le remplacement du régime de Saddam Hussein.'

Etant donné la dévotion des néo-conservateurs à Israël, leur obsession de l'Irak, et leur influence dans l'administration Bush, il n'est pas étonnant que beaucoup d'Américains aient suspecté que la guerre ait été conçue pour favoriser les intérêts israéliens.

En mars dernier, Barry Jacobs de l'American Jewish Committee a reconnu que la croyance qu'Israël et les néo-conservateurs avaient conspiré pour faire entrer en guerre les Etats-Unis contre l'Irak était 'dominante' parmi les services de renseignements.

Pourtant peu de gens le disaient publiquement, et les la plupart de ceux qui l'ont fait – comme le sénateur Ernest Hollings et le Représentant James Moran - ont été condamnés pour avoir soulevé la question.

Fin 2002, Michael Kinsley a écrit que : 'Le manque de débat public au sujet du rôle d'Israël. . . c'est l'éléphant proverbial dans la pièce.' La raison de l'hésitation à en parler, a-t'il observé, était la crainte d'être traité d'un antisémite.

Il y a peu de doutes qu'Israël et le Lobby furent les principaux facteurs dans la décision à partir en guerre. C'est une décision que les Etats-Unis auraient probablement été loins de prendre sans leurs efforts.

Et la guerre elle-même était prévue pour être seulement la première étape. Un titre en première page du Wall Street Journal peu de temps après que la guerre ait commencé dit tout : 'Le Rêve du Président: Non seulement changer un Régime mais une Région: Une Zone Pro-Américaine, Démocratique est un objectif qui a des Racines Israéliennes et Néo-Conservatrices.'

Les Forces Pro-Israéliennes sont depuis longtemps intéressées par l'implication plus directe des militaires américains au Moyen-Orient. Mais elles avaient un succès limité pendant la guerre froide, parce que l'Amérique agissait en tant que 'balancier off-shore' dans la région.

La plupart des forces désignées pour le Moyen-Orient, comme la Force de Déploiement Rapide, ont été maintenues 'au-dessus de l'horizon' et hors de toute atteinte. L'idée était que les puissances locales se neutralisent les unes contre les autres – ce qui est pourquoi l'administration Reagan a soutenu Saddam contre l'Iran révolutionnaire pendant la guerre entre l'Iran et Irak - afin de maintenir un équilibre favorable aux Etats-Unis.

Cette politique a changé après la première guerre du Golfe, quand l'administration Clinton a adopté une stratégie 'de double retenue'. Des forces américaines substantielles seraient postées dans la région afin de contenir l'Iran et l'Irak, au lieu d'en utiliser une pour maîtriser l'autre.

Le père de la double retenue n'était autre que Martin Indyk, qui a, pour la première fois, esquissé la stratégie en mai 1993 au WINEP et l'a ensuite mise en application en tant que Directeur pour les Affaires du Proche Orient et Sud-Asiatiques au Conseil de sécurité nationale.

Au milieu des années 90, il y avait un mécontentement considérable en ce qui concerne la double retenue, parce qu'elle avait transformé les Etats-Unis en ennemi mortel de deux pays qui se détestaient, et forçait Washington à porter le fardeau de les contenir tous les deux.

Mais c'était une stratégie que le Lobby favorisait et travaillait activement au Congrès pour qu'elle soit conservée.

Poussé par l'AIPAC et d'autres forces pro-Israéliennes, Clinton a durci la politique au printemps 1995 en imposant un embargo économique sur l'Iran. Mais l'AIPAC et les autres voulaient plus.

Le résultat fut une Loi sur des Sanctions contre l'Iran et la Libye en 1996 qui imposait des sanctions à toutes les compagnies étrangères qui investissaient plus de 40 millions de dollars pour développer les ressources de pétrole en Iran ou en Libye.

Comme Ze'ev Schiff, le correspondant militaire de Ha'aretz, le remarquait à l'époque, "Israel est un élément minuscule dans le grand complot, mais on ne devrait pas conclure qu'il ne peut pas influencer ceux qui sont à la tête."

A la fin des années 90, pourtant, les néo-conservateurs arguaient du fait que la double retenue n'était pas suffisante' et qu'un changement de régime en Irak était essentiel. En renversant Saddam et en transformant l'Irak en démocratie vivante, arguaient-ils, les Etats-Unis déclenchaient un processus de grande envergure de changement dans l'ensemble du Moyen-Orient.

La même ligne de la pensée était évidente dans l'étude 'Clean Break' que les néo-conservateurs avaient écrits pour Netanyahu. En 2002, quand une invasion de l'Irak était imminente, la transformation régionale était une profession de foi parmi les cercles néo-conservateurs.

Charles Krauthammer décrit ce grand programme comme l'invention personnelle de Natan Sharansky, mais les Israéliens parmi toute la classe politique croyaient que le renversement de Saddam changerait le Moyen-Orient à l'avantage d'Israel. rapportait Aluf Benn dans Ha'aretz (17 février 2003):

Des hauts responsables de l'IDF et des proches du Premier Ministre Ariel Sharon, tel que le conseiller à la sécurité nationale, Ephraim Halevy, dépeignait une image attrayante du futur merveilleux d'Israel après la guerre. Ils envisageaient un effet domino, avec la chute de Saddam Hussein suivie des autres ennemis d'Israel. . . Avec ces leaders disparaîtraient le terrorisme et les armes de destruction massive.

Quand Bagdad est tombé mi-avril 2003, Sharon et ses lieutenants ont commencé à pousser Washington à viser Damas.

Le 16 avril, Sharon, interviewé dans le Yedioth Ahronoth, appelait les Etats-Unis à faire une pression 'très forte' sur la Syrie, tandis que Shaul Mofaz, son Ministre de la Défense, interviewé dans Ma'ariv, déclarait : 'nous avons une longue liste de questions que nous pensons poser aux Syriens et il est approprié que ce soit fait par l'intermédiaire des Américains.'

Ephraim Halevy déclarait à un public de WINEP qu'il était maintenant important que les Etats-Unis soient durs avec la Syrie, et le Washington Post signalait qu'Israel 'entretenait la campagne' contre la Syrie en fournissant aux renseignements américains des rapports sur les actions de Bashar Assad, le président syrien.

Des membres importants du Lobby avaient les mêmes arguments.

Wolfowitz a déclaré que : 'Il devrait y avoir un changement de régime en Syrie, 'et Richard Perle a dit à un journaliste que : 'Un message court, un message de deux mots' pourrait être envoyé aux autres régimes hostiles du Moyen-Orient : 'Vous êtes prochain.'

Début avril, WINEP a publié un rapport bipartite déclarant que la Syrie 'ne devrait pas rater le message que le comportement de pays qui suivent le comportement imprudent, irresponsable et provoquant de Saddam pourraient finir en partageant son destin '.

Le 15 avril, Yossi Klein Halevi écrivait un article dans le Los Angeles Times intitulé : 'Après, Serrer les vis de la Syrie', alors que le lendemain Zev Chafets écrivait un article pour le New York Daily News intitulé : 'La Syrie amie des Terroristes a besoin d'un Changement, Aussi'. Pour ne pas être surpassé, Laurent Kaplan écrivait dans la New Republic le 21 avril qu'Assad était une menace sérieuse pour l'Amérique.

De retour sur la Colline du Capitole, le membre du Congrès Eliot Engel avait réintroduit la Loi sur la Responsabilité de la Syrie et la Restauration de la Souveraineté Libanaise. Il menaçait la Syrie de sanctions si elle ne se retirait pas du Liban, si elle ne renonçait pas à son WMD et si elle ne cessait pas de soutenir le terrorisme, et il appelait également la Syrie et le Liban à prendre des mesures concrètes pour faire la paix avec Israël. Cette législation était fortement approuvée par le Lobby - par l'AIPAC en particulier - et 'était conçue', selon le Jewish Telegraph Agency, 'par certains des meilleurs amis d'Israël au Congrès'.

L'administration Bush était peu enthousiaste à son égard, mais la Loi anti-Syrienne a été votée de façon écrasante (398 contre 4 dans la Chambre; 89 contre 4 au Sénat), et Bush l'a signée par la loi du 12 décembre 2003.

L'administration elle-même était encore divisée sur la sagesse de viser la Syrie. Bien que les néo-conservateurs aient été désireux de faire un crochet pour se battre contre Damas, la CIA et le Département d'Etat étaient opposés à l'idée. Et même après que Bush ait signé la nouvelle loi, il a souligné qu'il irait lentement pour la mettre en application. Son ambivalence est compréhensible.

D'abord, le gouvernement syrien avait non seulement fourni des renseignements importants au sujet d'Al-Qaida depuis le 11 septembre : il avait également averti Washington au sujet d'une attaque terroriste prévue dans le Golfe et avait donné aux enquêteurs de la CIA l'accès à Mohammed Zammar, le supposé recruteur de certains des pirates de l'air du 11 septembre. Viser le régime d'Assad compromettrait ces connexions précieuses, et saperait ainsi la guerre plus large contre le terrorisme.

En second lieu, la Syrie n'avait pas été en mauvais termes avec Washington avant la guerre contre l'Irak (elle avait même voté pour la résolution 1441 de l'ONU), et n'était pas elle-même une menace pour les Etats-Unis. Jouer au dur avec elle pourrait faire penser que les Etats-Unis ont un appétit insatiable pour se battre contre les Etats arabes.

Troisièmement, mettre la Syrie en haut de la liste donnerait à Damas une forte incitation pour causer des problèmes en Irak. Même si on voulait faire pression, il semblerait plus raisonnable de terminer le travail en Irak d'abord. Pourtant le congrès a insisté pour serrer la vis à Damas, en grande partie en réponse à la pression des responsables israéliens et des groupes comme l'AIPAC.

S'il n'y avait pas de Lobby, il n'y aurait pas eu de Loi sur la Responsabilité de la Syrie, et la politique américaine envers Damas serait plus en conformité avec l'intérêt national.

Les Israéliens ont tendance à décrire chaque menace par des termes les plus rigides, mais l'Iran est largement vu comme leur ennemi le plus dangereux parce qu'il est le plus susceptible d'acquérir des armes nucléaires.

Pratiquement tous les Israéliens considèrent un pays Islamique au Moyen-Orient possédant des armes nucléaires comme une menace pour leur existence. "l'Irak est un problème. . . Mais vous devriez comprendre que, si vous me le demandez, aujourd'hui l'Iran est plus dangereux que l'Irak,' a fait remarquer le Ministre de la Défense, Binyamin Ben-Eliezer, un mois avant la guerre contre l'Irak.

Sharon a commencé à pousser les Etats-Unis pour qu'ils se confrontent avec l'Iran en novembre 2002, dans une interview au Times. Décrivant l'Iran comme 'le centre terroriste mondial', et enclin à acquérir des armes nucléaires, il a déclaré que l'administration Bush devrait mettre une forte pression sur l'Iran 'dès le lendemain' de sa conquête de l'Irak.

En avril 2003, Ha'aretz indiquait que l'ambassadeur israélien à Washington réclamait un changement de régime en Iran. Le renversement de Saddam, notait-il, n'était 'pas suffisant'. Selon ses mots, l'Amérique 'doit poursuivre. Nous avons toujours de grandes menaces de cette magnitude venant de la Syrie, venant d'Iran.'

Les néo-conservateurs, aussi, n'ont pas perdu de temps pour demander un changement de régime à Téhéran.

Le 6 mai, l'AEI co-organisait une conférence d'une journée sur l'Iran avec Foundation for the Defense of Democracies et l'Hudson Institute, les deux champions d'Israël. Tous les intervenants étaient fortement pro-Israéliens, et beaucoup appelaient les Etats-Unis à remplacer le régime iranien par une démocratie.

Comme d'habitude, une pluie d'articles de proéminents néo-conservateurs demandaient de s'en prendre à l'Iran. "La libération de l'Irak était la première grande bataille pour le futur du Moyen-Orient. . . Mais la prochaine grande bataille – nous espérons que ce ne sera pas une bataille militaire – sera contre l'Iran." écrivait William Kristol dans le Weekly Standard le 12 mai.

L'administration a répondu à la pression du Lobby en travaillant jour et nuit pour arrêter le programme nucléaire de l'Iran. Mais Washington a eu peu de succès, et l'Iran semble déterminé à avoir un arsenal nucléaire.

En conséquence, le Lobby a intensifié sa pression. Des éditoriaux et d'autres articles avertissent maintenant des dangers imminents de la puissance nucléaire de l'Iran, précaution contre tout apaisement d'un régime 'terroriste', et laissent entendre une sombre action préventive si la diplomatie échouait.

Le Lobby pousse le Congrès à approuver la Loi de Soutien à la Liberté de l'Iran, qui augmenterait les sanctions existantes. Les responsables israéliens avertissent également qu'ils pourraient prendre une mesure préventive si l'Iran continue sa recherche nucléaire, des menaces en partie prévues pour maintenir l'attention de Washington sur la question.

On pourrait arguer qu'Israël et le Lobby n'ont pas eu beaucoup d'influence sur la politique envers l'Iran, parce que les Etats-Unis ont leurs propres raisons pour empêcher l'Iran d'avoir des armes nucléaires.

Il y a une certaine vérité en cela, mais les ambitions nucléaires de l'Iran ne constituent pas une menace directe pour les Etats-Unis. Si Washington pouvait vivre avec une Union soviétique nucléaire, une Chine nucléaire ou même une Corée du Nord nucléaire, il peut vivre avec un Iran nucléaire. Et c'est pourquoi le Lobby doit maintenir une pression constante sur les politiciens pour qu'ils se confrontent avec Téhéran.

L'Iran et les Etats-Unis seraient difficilement des alliés si le Lobby n'existait pas, mais la politique des Etats-Unis serait plus tempérée et la guerre préventive ne serait pas une option sérieuse.

Ce n'est pas une surprise si Israël et ses partisans américains veulent que les Etats-Unis s'occupent de toutes les menaces à la sécurité d'Israël. Si leurs efforts de façonner la politique des Etats-Unis réussissent, les ennemis d'Israël seront affaiblis ou renversés, Israël aura les mains libres avec les Palestiniens, et les Etats-Unis feront la majeure partie du combat, en mourant, en reconstruisant et en payant.

Mais même si les Etats-Unis ne transforment pas le Moyen-Orient et se retrouvent en conflit avec un monde Arabe et Islamique de plus en plus radicalisé, Israël finira protégée par la seule superpuissance au monde.

Ce n'est pas un résultat parfait du point de vue du Lobby, mais il est évidemment préférable à un éloignement de Washington, ou à l'utilisation de son influence pour forcer Israël à faire la paix avec les Palestiniens.

Est-ce que le pouvoir du Lobby peut être diminué ?

On voudrait bien le penser, étant donné la débacle de l'Irak, la nécessité évidente de reconstruire l'image de l'Amérique dans le monde Arabe et Islamique, et les révélations récentes au sujet des responsables de l'AIPAC passant des secrets du gouvernement américain à Israël.

On pourrait également penser que la mort d'Arafat et l'élection du plus modéré Mahmoud Abbas entraîneraient Washington à faire pression de façon plus forte pour obtenir un accord de paix équitable.

En bref, il y a les raisons suffisantes pour que les leaders se distancent du Lobby et adoptent une politique Moyen-Orientale plus conforme aux intérêts plus larges des Etats-Unis. En particulier, utiliser la puissance américaine pour arriver à une paix juste entre Israël et les Palestiniens aiderait à promouvoir la cause de la démocratie dans la région.

Mais cela ne va pas se produire - de toute façon pas de sitôt. L'AIPAC et ses alliés (y compris les Sionistes Chrétiens) n'ont aucun adversaire sérieux dans le monde du Lobby. Ils savent qu'il est devenu plus difficile de défendre Israël aujourd'hui, et ils répondent en s'imposant sur les équipes et en augmentant leurs activités.

En outre, les politiciens américains restent intensément sensibles aux contributions de campagne et à d'autres formes de pression politique, et les principaux médias sont susceptibles de rester sympathiques à Israël quoi qu'il fasse :

L'influence du Lobby cause des problèmes sur plusieurs fronts. Elle augmente le danger terroriste auquel font face tous les états - y compris les alliés européens de l'Amérique. Elle a rendu impossible la fin du conflit Israélo-Palestinien, une situation qui donne aux extrémistes un outil recruteur puissant, augmente le réservoir des terroristes potentiels et des sympathisants, et contribue au radicalisme islamique en Europe et en Asie.

Également inquiétant, la campagne du Lobby pour un changement de régime en Iran et en Syrie pourrait mener les Etats-Unis à attaquer ces pays, avec des effets potentiellement désastreux. Nous n'avons pas besoin d'un 'autre Irak. Au minimum, l'hostilité du Lobby envers la Syrie et l'Iran rend presque impossible à Washington de les enrôler dans la lutte contre Al-Qaida et l'insurrection irakienne, où leur aide serait vraiment nécessaire.

Il y a là aussi une dimension morale.

Grâce au Lobby, les Etats-Unis sont devenus ceux qui ont rendu possible l'expansion israélienne dans les Territoires Occupés, les rendant complices des crimes perpétrés contre les Palestiniens. Cette situation contredit les efforts de Washington pour favoriser la démocratie à l'étranger et le rend hypocrite quand il pousse d'autres états à respecter les droits de l'homme.

Les efforts des Etats-Unis pour limiter la prolifération nucléaire apparaissent également hypocrite étant donné sa bonne volonté à accepter l'arsenal nucléaire d'Israël qui encourage seulement l'Iran et d'autres à chercher des capacités semblables.

De plus, la campagne du Lobby pour étouffer le débat concernant Israël est malsain pour la démocratie.

Réduire au silence les sceptiques en organisant des listes noires et des boycotts - ou suggérer que les critiques sont des antisémites - viole le principe du libre débat dont dépend la démocratie.

L'incapacité du congrès à avoir une véritable discussion sur ces questions importantes paralyse le processus tout entier de la délibération démocratique. Les partisans d'Israël devraient être libres de le faire et de défier ceux qui sont en désaccord avec eux, mais les efforts pour étouffer le débat par l'intimidation devraient être sévèrement condamnés.

En conclusion, l'influence du Lobby a été mauvaise pour Israël.

Sa capacité à persuader Washington de soutenir un agenda expansionniste a découragé Israël de saisir des occasions - dont un traité de paix avec la Syrie et une application rapide et totale des Accords d'Oslo qui aurait sauvé la vie des Israéliens et aurait diminué les rangs des extrémistes palestiniens.

Refuser aux Palestiniens leurs droits politiques légitimes n'a certainement pas rendu Israël plus sûr, et la longue campagne pour tuer ou marginaliser une génération de responsables palestiniens a renforcé des groupes extrémistes comme le Hamas, et a réduit le nombre de leaders palestiniens qui seraient disposés à accepter un arrangement juste et capables de le mettre en place. Israël lui-même serait probablement mieux si le Lobby étaient moins puissant et si la politique américaine était plus équitable.

Il y a pourtant une lueur d'espoir.

Bien que le Lobby reste une force puissante, il est de plus en plus difficile de cacher les effets nuisibles de son influence. Les états puissants peuvent maintenir des politiques imparfaites pendant un certain temps, mais la réalité ne peut pas être ignorée indéfiniment.

Ce qui est nécessaire, c'est une discussion franche sur l'influence du Lobby et un débat plus ouvert sur les intérêts des Etats-Unis dans cette région vitale. Le bien-être d'Israël est l'un de ces intérêts, mais l'occupation continue de la Cisjordanie et de son agenda régional plus large ne le sont pas.

Un débat ouvert exposerait les limites du problème stratégique et moral d'un soutien américain à une seule partie et pourrait faire évoluer les Etats-Unis vers une position plus conforme à ses propres intérêts nationaux, aux intérêts des autres états dans la région, et aussi aux intérêts à long terme d'Israël.

10 Mars 2006.

Footnotes

Une version non publiée de cet article est disponible à :

<http://ksnotes1.harvard.edu/Research/wpaper.nsf/rwp/RWP06-011>

or at

<http://papers.ssrn.com/abstract=891198>

John Mearsheimer is the Wendell Harrison Professor of Political Science at Chicago, and the author of *The Tragedy of Great Power Politics*.

Stephen Walt is the Robert and Renee Belfer Professor of International Affairs at the Kennedy School of Government at Harvard. His most recent book is *Taming American Power: The Global Response to US Primacy*.

La version longue, intégrale de cette étude est disponible sur le site de l'AAARGH :

<http://aaargh.com.mx/fran/livres6/waltVlongue.pdf>

Une étude américaine critique la politique pro-israélienne des Etats-Unis

Corine Lesnes

WASHINGTON CORRESPONDANTE

Dans un essai intitulé *Le lobby israélien et la politique étrangère des Etats-Unis*, les professeurs Stephen Walt, directeur des études à la Kennedy School de l'université Harvard, et John Mearsheimer, professeur de sciences politiques à l'université de Chicago, estiment que les Etats-Unis confondent trop souvent leur intérêt national avec celui de l'Etat juif au risque de "*compromettre leur sécurité*". Ils incriminent l'action du "*lobby pro-israélien*", un groupe qu'ils définissent comme composé d'individus et d'organisations qui "*travaillent activement*" en vue d'influencer la diplomatie américaine. "*D'autres groupes d'intérêt ont réussi à tirer la politique étrangère américaine dans le sens qu'ils souhaitent, mais aucun n'a réussi à l'emmener aussi loin de ce que l'intérêt national américain recommanderait, tout en réussissant à convaincre les Américains que les intérêts des Etats-Unis et d'Israël sont à peu près identiques*", écrivent les deux chercheurs.

Ce texte de 83 pages, placé sur le site Internet d'Harvard dans la série des "*documents de travail*", n'a pas été retiré du site malgré les protestations des associations pro-israéliennes ; toutefois l'université a fait ajouter un paragraphe sur la page de garde indiquant qu'il n'engage que ses auteurs.

La thèse prend le contre-pied du raisonnement habituel aux Etats-Unis, selon lequel la menace terroriste a rapproché Israël et l'Amérique. Pour les deux universitaires, qui comptent parmi les animateurs de l'école "réaliste" en matière de politique internationale, si les Etats-Unis ont un problème de terrorisme, c'est "*en bonne partie parce qu'ils sont alliés à Israël, non pas l'inverse*". De même, les Etats-Unis "*n'auraient pas à s'inquiéter autant*" de la menace irakienne ou syrienne, s'il n'en allait de la sécurité d'Israël. Un Iran nucléarisé ne serait pas un tel "*désastre stratégique*", le régime de Téhéran sachant qu'il s'expose à une riposte foudroyante.

Depuis la fin de la guerre froide, estiment les chercheurs, Israël n'apparaît plus comme "*un atout stratégique*" aidant à contenir l'expansion soviétique dans la région, mais comme un "*fardeau*". Pour les deux professeurs, qui étaient opposés à la guerre en Irak, le lobby a été, avec le gouvernement israélien, non pas l'unique facteur, mais "*un élément critique*" dans la décision de renverser le régime de Saddam Hussein.

"OPÉRATIONS D'ESPIONNAGE"

Les auteurs rappellent qu'Israël est le premier bénéficiaire d'aide économique et militaire des Etats-Unis, avec l'Egypte (environ 500 dollars par habitants par an), alors que son revenu par personne est équivalent à celui de l'Espagne ou de la Corée du Sud. Israël reçoit la somme en un seul versement, contrairement aux autres pays, ce qui lui permet de la placer et de toucher des intérêts. Les autres pays sont pour la plupart tenus de se fournir en équipements militaires auprès des Etats-Unis, ce qui n'est pas le cas d'Israël, qui fait vivre son industrie militaire.

L'Etat juif ne se comporte pas pour autant en "*allié loyal*", accusent MM. Walt et Mearsheimer. Il a livré de la technologie sensible à la Chine. Les auteurs citent aussi un rapport de l'organisme budgétaire du Congrès (GAO), selon lequel Israël "*se livre aux opérations d'espionnage les plus agressives contre les Etats-Unis, parmi tous les alliés*".

Deux membres de la principale organisation de lobbying, l'Aipac (American Israel Public Affairs Committee), qui se définit elle-même comme "*le lobby de l'Amérique pro-israélienne*", sont poursuivis pour avoir livré des informations confidentielles sur l'Iran obtenues de l'analyste du Pentagone Larry Franklin. Larry Franklin a été condamné, en janvier, à près de treize ans de prison.

Dès parution, le texte a suscité des critiques virulentes, notamment sur la partie où il met en

cause les cercles de réflexion et la presse pour leur partialité en faveur d'Israël. M. Mearsheimer a indiqué au *Monde* qu'aucune publication américaine n'a accepté de le diffuser.

Les deux chercheurs ont commencé leurs travaux en 2002 après avoir été frappés par la manière dont Ariel Sharon avait ignoré les demandes du président Bush de surseoir à la reprise de contrôle des villes de Cisjordanie, alors qu'une telle opération nuisait à l'image des Etats-Unis dans le monde arabe. *"Notre ambition est de faire en sorte que les Etats-Unis suivent une politique qui sert l'intérêt national américain, dit-il. Nous ne pensons pas que la guerre en Irak correspondait à cet intérêt. Il nous a paru clair que cette politique était conduite pour une bonne part par le lobby israélien. Cela nous a paru de bon sens d'écrire là-dessus et d'ouvrir le débat."*

Le Monde du 24.03.06

La presse israélienne y voit un "signal d'alarme"

Gilles Paris

JÉRUSALEM CORRESPONDANT

L'étude consacrée par deux universitaires américains, John Mearsheimer et Stephen Walt, à l'influence du "lobby" pro-israélien américain sur la politique des Etats-Unis, pouvait difficilement passer inaperçue en Israël.

Le quotidien populaire *Yediot Aharonot* a été le premier à réagir, le 20 mars. Une fois pointés le ton *"légèrement hystérique"* et des *"dérapages qui rappellent les Protocoles des Sages de Sion"*, un brûlot antisémite du début du XX^e siècle, l'article estime pertinente l'analyse selon laquelle les intérêts israéliens et américains ne seraient pas nécessairement convergents.

Après la véritable symbiose qui a caractérisé les relations entre George Bush et Ariel Sharon, l'auteur de l'article, Gadi Taub, estime qu'une fois que les Américains seront revenus de la *"vision"* de M. Bush concernant le Proche-Orient, ils seront mécaniquement conduits à revoir leur politique. Gadi Taub ajoute que la génération qui dirige le "lobby" pro-israélien va bientôt s'effacer. Elle sera remplacée, selon lui, par une nouvelle qui s'est forgée dans l'opposition à la guerre du Vietnam et qui risque d'être autrement plus critique vis-à-vis de la politique israélienne dans les territoires palestiniens.

Cette idée a été reprise, mercredi 22 mars, par le quotidien *Haaretz*, qui a consacré un éditorial similaire à la controverse. *"Il serait irresponsable d'ignorer le message dérangeant de l'article"* estime le journal. *Le gouvernement israélien doit comprendre que le monde ne va pas attendre éternellement qu'Israël se retire des territoires."* Même si les projets de nouveaux retraits prêtés au premier ministre Ehoud Olmert vont, selon le *Haaretz*, dans le bon sens, le quotidien estime qu'il sera *"impossible de fixer une frontière de manière unilatérale"* sans le soutien des Etats-Unis et de l'Europe. *"L'article ne mérite aucune condamnation. Il constitue au contraire un signal d'alarme"*, conclut le *Haaretz*.

A la vérité, il ne s'agit pas du premier. Après la reprise en mars des ventes d'armements israéliens à la Chine, les Etats-Unis, estimant que leurs intérêts étaient menacés, avaient vivement réagi.

Le Monde du 24.03.06

THE SHORT VERSION PUBLISHED IN LONDON :

The Israel Lobby

John Mearsheimer and Stephen Walt

For the past several decades, and especially since the Six-Day War in 1967, the centrepiece of US Middle Eastern policy has been its relationship with Israel. The combination of unwavering support for Israel and the related effort to spread 'democracy' throughout the region has inflamed Arab and Islamic opinion and jeopardised not only US security but that of much of the rest of the world. This situation has no equal in American political history. Why has the US been willing to set aside its own security and that of many of its allies in order to advance the interests of another state? One might assume that the bond between the two countries was based on shared strategic interests or compelling moral imperatives, but neither explanation can account for the remarkable level of material and diplomatic support that the US provides.

Instead, the thrust of US policy in the region derives almost entirely from domestic politics, and especially the activities of the 'Israel Lobby'. Other special-interest groups have managed to skew foreign policy, but no lobby has managed to divert it as far from what the national interest would suggest, while simultaneously convincing Americans that US interests and those of the other country – in this case, Israel – are essentially identical.

Since the October War in 1973, Washington has provided Israel with a level of support dwarfing that given to any other state. It has been the largest annual recipient of direct economic and military assistance since 1976, and is the largest recipient in total since World War Two, to the tune of well over \$140 billion (in 2004 dollars). Israel receives about \$3 billion in direct assistance each year, roughly one-fifth of the foreign aid budget, and worth about \$500 a year for every Israeli. This largesse is especially striking since Israel is now a wealthy industrial state with a per capita income roughly equal to that of South Korea or Spain.

Other recipients get their money in quarterly installments, but Israel receives its entire appropriation at the beginning of each fiscal year and can thus earn interest on it. Most recipients of aid given for military purposes are required to spend all of it in the US, but Israel is allowed to use roughly 25 per cent of its allocation to subsidise its own defence industry. It is the only recipient that does not have to account for how the aid is spent, which makes it virtually impossible to prevent the money from being used for purposes the US opposes, such as building settlements on the West Bank. Moreover, the US has provided Israel with nearly \$3 billion to develop weapons systems, and given it access to such top-drawer weaponry as Blackhawk helicopters and F-16 jets. Finally, the US gives Israel access to intelligence it denies to its Nato allies and has turned a blind eye to Israel's acquisition of nuclear weapons.

Washington also provides Israel with consistent diplomatic support. Since 1982, the US has vetoed 32 Security Council resolutions critical of Israel, more than the total number of vetoes cast by all the other Security Council members. It blocks the efforts of Arab states to put Israel's nuclear arsenal on the IAEA's agenda. The US comes to the rescue in wartime and takes Israel's side when negotiating peace. The Nixon administration protected it from the threat of Soviet intervention and resupplied it during the October War. Washington was deeply involved in the negotiations that ended that war, as well as in the lengthy 'step-by-step' process that followed, just as it played a key role in the negotiations that preceded and followed the 1993 Oslo Accords. In each case there was occasional friction between US and Israeli officials, but the US consistently supported the Israeli position. One American participant at Camp David in 2000 later said: 'Far too often, we functioned . . . as Israel's lawyer.' Finally, the Bush administration's ambition to transform the Middle East is at least partly aimed at improving Israel's strategic situation.

This extraordinary generosity might be understandable if Israel were a vital strategic asset or if there were a compelling moral case for US backing. But neither explanation is convincing. One might

argue that Israel was an asset during the Cold War. By serving as America's proxy after 1967, it helped contain Soviet expansion in the region and inflicted humiliating defeats on Soviet clients like Egypt and Syria. It occasionally helped protect other US allies (like King Hussein of Jordan) and its military prowess forced Moscow to spend more on backing its own client states. It also provided useful intelligence about Soviet capabilities.

Backing Israel was not cheap, however, and it complicated America's relations with the Arab world. For example, the decision to give \$2.2 billion in emergency military aid during the October War triggered an Opec oil embargo that inflicted considerable damage on Western economies. For all that, Israel's armed forces were not in a position to protect US interests in the region. The US could not, for example, rely on Israel when the Iranian Revolution in 1979 raised concerns about the security of oil supplies, and had to create its own Rapid Deployment Force instead.

The first Gulf War revealed the extent to which Israel was becoming a strategic burden. The US could not use Israeli bases without rupturing the anti-Iraq coalition, and had to divert resources (e.g. Patriot missile batteries) to prevent Tel Aviv doing anything that might harm the alliance against Saddam Hussein. History repeated itself in 2003: although Israel was eager for the US to attack Iraq, Bush could not ask it to help without triggering Arab opposition. So Israel stayed on the sidelines once again.

Beginning in the 1990s, and even more after 9/11, US support has been justified by the claim that both states are threatened by terrorist groups originating in the Arab and Muslim world, and by 'rogue states' that back these groups and seek weapons of mass destruction. This is taken to mean not only that Washington should give Israel a free hand in dealing with the Palestinians and not press it to make concessions until all Palestinian terrorists are imprisoned or dead, but that the US should go after countries like Iran and Syria. Israel is thus seen as a crucial ally in the war on terror, because its enemies are America's enemies. In fact, Israel is a liability in the war on terror and the broader effort to deal with rogue states.

'Terrorism' is not a single adversary, but a tactic employed by a wide array of political groups. The terrorist organisations that threaten Israel do not threaten the United States, except when it intervenes against them (as in Lebanon in 1982). Moreover, Palestinian terrorism is not random violence directed against Israel or 'the West'; it is largely a response to Israel's prolonged campaign to colonise the West Bank and Gaza Strip.

More important, saying that Israel and the US are united by a shared terrorist threat has the causal relationship backwards: the US has a terrorism problem in good part because it is so closely allied with Israel, not the other way around. Support for Israel is not the only source of anti-American terrorism, but it is an important one, and it makes winning the war on terror more difficult. There is no question that many al-Qaida leaders, including Osama bin Laden, are motivated by Israel's presence in Jerusalem and the plight of the Palestinians. Unconditional support for Israel makes it easier for extremists to rally popular support and to attract recruits.

As for so-called rogue states in the Middle East, they are not a dire threat to vital US interests, except inasmuch as they are a threat to Israel. Even if these states acquire nuclear weapons – which is obviously undesirable – neither America nor Israel could be blackmailed, because the blackmailer could not carry out the threat without suffering overwhelming retaliation. The danger of a nuclear handover to terrorists is equally remote, because a rogue state could not be sure the transfer would go undetected or that it would not be blamed and punished afterwards. The relationship with Israel actually makes it harder for the US to deal with these states. Israel's nuclear arsenal is one reason some of its neighbours want nuclear weapons, and threatening them with regime change merely increases that desire.

A final reason to question Israel's strategic value is that it does not behave like a loyal ally. Israeli officials frequently ignore US requests and renege on promises (including pledges to stop building settlements and to refrain from 'targeted assassinations' of Palestinian leaders). Israel has provided sensitive military technology to potential rivals like China, in what the State Department inspector-general called 'a systematic and growing pattern of unauthorised transfers'. According to the General Accounting Office, Israel also 'conducts the most aggressive espionage operations against the US of any ally'. In addition to the case of Jonathan Pollard, who gave Israel large quantities of classified material in the early 1980s (which it reportedly passed on to the Soviet Union in return for more exit visas for Soviet Jews), a new controversy erupted in 2004 when it was revealed that a key Pentagon official called Larry Franklin had passed classified information to an Israeli diplomat. Israel is hardly the only country that spies on the US, but its willingness to spy on its principal patron casts further doubt on its strategic value.

Israel's strategic value isn't the only issue. Its backers also argue that it deserves unqualified support because it is weak and surrounded by enemies; it is a democracy; the Jewish people have suffered from past crimes and therefore deserve special treatment; and Israel's conduct has been

morally superior to that of its adversaries. On close inspection, none of these arguments is persuasive. There is a strong moral case for supporting Israel's existence, but that is not in jeopardy. Viewed objectively, its past and present conduct offers no moral basis for privileging it over the Palestinians.

Israel is often portrayed as David confronted by Goliath, but the converse is closer to the truth. Contrary to popular belief, the Zionists had larger, better equipped and better led forces during the 1947-49 War of Independence, and the Israel Defence Forces won quick and easy victories against Egypt in 1956 and against Egypt, Jordan and Syria in 1967 – all of this before large-scale US aid began flowing. Today, Israel is the strongest military power in the Middle East. Its conventional forces are far superior to those of its neighbours and it is the only state in the region with nuclear weapons. Egypt and Jordan have signed peace treaties with it, and Saudi Arabia has offered to do so. Syria has lost its Soviet patron, Iraq has been devastated by three disastrous wars and Iran is hundreds of miles away. The Palestinians barely have an effective police force, let alone an army that could pose a threat to Israel. According to a 2005 assessment by Tel Aviv University's Jaffee Centre for Strategic Studies, 'the strategic balance decidedly favours Israel, which has continued to widen the qualitative gap between its own military capability and deterrence powers and those of its neighbours.' If backing the underdog were a compelling motive, the United States would be supporting Israel's opponents.

That Israel is a fellow democracy surrounded by hostile dictatorships cannot account for the current level of aid: there are many democracies around the world, but none receives the same lavish support. The US has overthrown democratic governments in the past and supported dictators when this was thought to advance its interests – it has good relations with a number of dictatorships today.

Some aspects of Israeli democracy are at odds with core American values. Unlike the US, where people are supposed to enjoy equal rights irrespective of race, religion or ethnicity, Israel was explicitly founded as a Jewish state and citizenship is based on the principle of blood kinship. Given this, it is not surprising that its 1.3 million Arabs are treated as second-class citizens, or that a recent Israeli government commission found that Israel behaves in a 'neglectful and discriminatory' manner towards them. Its democratic status is also undermined by its refusal to grant the Palestinians a viable state of their own or full political rights.

A third justification is the history of Jewish suffering in the Christian West, especially during the Holocaust. Because Jews were persecuted for centuries and could feel safe only in a Jewish homeland, many people now believe that Israel deserves special treatment from the United States. The country's creation was undoubtedly an appropriate response to the long record of crimes against Jews, but it also brought about fresh crimes against a largely innocent third party: the Palestinians.

This was well understood by Israel's early leaders. David Ben-Gurion told Nahum Goldmann, the president of the World Jewish Congress:

If I were an Arab leader I would never make terms with Israel. That is natural: we have taken their country . . . We come from Israel, but two thousand years ago, and what is that to them? There has been anti-semitism, the Nazis, Hitler, Auschwitz, but was that their fault? They only see one thing: we have come here and stolen their country. Why should they accept that?

Since then, Israeli leaders have repeatedly sought to deny the Palestinians' national ambitions. When she was prime minister, Golda Meir famously remarked that 'there is no such thing as a Palestinian.' Pressure from extremist violence and Palestinian population growth has forced subsequent Israeli leaders to disengage from the Gaza Strip and consider other territorial compromises, but not even Yitzhak Rabin was willing to offer the Palestinians a viable state. Ehud Barak's purportedly generous offer at Camp David would have given them only a disarmed set of Bantustans under de facto Israeli control. The tragic history of the Jewish people does not obligate the US to help Israel today no matter what it does.

Israel's backers also portray it as a country that has sought peace at every turn and shown great restraint even when provoked. The Arabs, by contrast, are said to have acted with great wickedness. Yet on the ground, Israel's record is not distinguishable from that of its opponents. Ben-Gurion acknowledged that the early Zionists were far from benevolent towards the Palestinian Arabs, who resisted their encroachments – which is hardly surprising, given that the Zionists were trying to create their own state on Arab land. In the same way, the creation of Israel in 1947-48 involved acts of ethnic cleansing, including executions, massacres and rapes by Jews, and Israel's subsequent conduct has often been brutal, belying any claim to moral superiority. Between 1949 and 1956, for example, Israeli security forces killed between 2700 and 5000 Arab infiltrators, the overwhelming majority of them unarmed. The IDF murdered hundreds of Egyptian prisoners of war in both the 1956 and 1967 wars, while in 1967, it expelled between 100,000 and 260,000 Palestinians from the newly conquered West Bank, and drove 80,000 Syrians from the Golan Heights.

During the first intifada, the IDF distributed truncheons to its troops and encouraged them to break the bones of Palestinian protesters. The Swedish branch of Save the Children estimated that '23,600 to 29,900 children required medical treatment for their beating injuries in the first two years

of the intifada.' Nearly a third of them were aged ten or under. The response to the second intifada has been even more violent, leading *Ha'aretz* to declare that 'the IDF . . . is turning into a killing machine whose efficiency is awe-inspiring, yet shocking.' The IDF fired one million bullets in the first days of the uprising. Since then, for every Israeli lost, Israel has killed 3.4 Palestinians, the majority of whom have been innocent bystanders; the ratio of Palestinian to Israeli children killed is even higher (5.7:1). It is also worth bearing in mind that the Zionists relied on terrorist bombs to drive the British from Palestine, and that Yitzhak Shamir, once a terrorist and later prime minister, declared that 'neither Jewish ethics nor Jewish tradition can disqualify terrorism as a means of combat.'

The Palestinian resort to terrorism is wrong but it isn't surprising. The Palestinians believe they have no other way to force Israeli concessions. As Ehud Barak once admitted, had he been born a Palestinian, he 'would have joined a terrorist organisation'.

So if neither strategic nor moral arguments can account for America's support for Israel, how are we to explain it?

The explanation is the unmatched power of the Israel Lobby. We use 'the Lobby' as shorthand for the loose coalition of individuals and organisations who actively work to steer US foreign policy in a pro-Israel direction. This is not meant to suggest that 'the Lobby' is a unified movement with a central leadership, or that individuals within it do not disagree on certain issues. Not all Jewish Americans are part of the Lobby, because Israel is not a salient issue for many of them. In a 2004 survey, for example, roughly 36 per cent of American Jews said they were either 'not very' or 'not at all' emotionally attached to Israel.

Jewish Americans also differ on specific Israeli policies. Many of the key organisations in the Lobby, such as the American-Israeli Public Affairs Committee (AIPAC) and the Conference of Presidents of Major Jewish Organisations, are run by hardliners who generally support the Likud Party's expansionist policies, including its hostility to the Oslo peace process. The bulk of US Jewry, meanwhile, is more inclined to make concessions to the Palestinians, and a few groups – such as Jewish Voice for Peace – strongly advocate such steps. Despite these differences, moderates and hardliners both favour giving steadfast support to Israel.

Not surprisingly, American Jewish leaders often consult Israeli officials, to make sure that their actions advance Israeli goals. As one activist from a major Jewish organisation wrote, 'it is routine for us to say: "This is our policy on a certain issue, but we must check what the Israelis think." We as a community do it all the time.' There is a strong prejudice against criticising Israeli policy, and putting pressure on Israel is considered out of order. Edgar Bronfman Sr, the president of the World Jewish Congress, was accused of 'perfidy' when he wrote a letter to President Bush in mid-2003 urging him to persuade Israel to curb construction of its controversial 'security fence'. His critics said that 'it would be obscene at any time for the president of the World Jewish Congress to lobby the president of the United States to resist policies being promoted by the government of Israel.'

Similarly, when the president of the Israel Policy Forum, Seymour Reich, advised Condoleezza Rice in November 2005 to ask Israel to reopen a critical border crossing in the Gaza Strip, his action was denounced as 'irresponsible': 'There is,' his critics said, 'absolutely no room in the Jewish mainstream for actively canvassing against the security-related policies . . . of Israel.' Recoiling from these attacks, Reich announced that 'the word "pressure" is not in my vocabulary when it comes to Israel.'

Jewish Americans have set up an impressive array of organisations to influence American foreign policy, of which AIPAC is the most powerful and best known. In 1997, *Fortune* magazine asked members of Congress and their staffs to list the most powerful lobbies in Washington. AIPAC was ranked second behind the American Association of Retired People, but ahead of the AFL-CIO and the National Rifle Association. A *National Journal* study in March 2005 reached a similar conclusion, placing AIPAC in second place (tied with AARP) in the Washington 'muscle rankings'.

The Lobby also includes prominent Christian evangelicals like Gary Bauer, Jerry Falwell, Ralph Reed and Pat Robertson, as well as Dick Armey and Tom DeLay, former majority leaders in the House of Representatives, all of whom believe Israel's rebirth is the fulfilment of biblical prophecy and support its expansionist agenda; to do otherwise, they believe, would be contrary to God's will. Neo-conservative gentiles such as John Bolton; Robert Bartley, the former *Wall Street Journal* editor; William Bennett, the former secretary of education; Jeane Kirkpatrick, the former UN ambassador; and the influential columnist George Will are also steadfast supporters.

The US form of government offers activists many ways of influencing the policy process. Interest groups can lobby elected representatives and members of the executive branch, make campaign contributions, vote in elections, try to mould public opinion etc. They enjoy a disproportionate amount of influence when they are committed to an issue to which the bulk of the population is indifferent. Policymakers will tend to accommodate those who care about the issue, even if their numbers are small, confident that the rest of the population will not penalise them for doing so.

In its basic operations, the Israel Lobby is no different from the farm lobby, steel or textile workers' unions, or other ethnic lobbies. There is nothing improper about American Jews and their Christian allies attempting to sway US policy: the Lobby's activities are not a conspiracy of the sort depicted in tracts like the *Protocols of the Elders of Zion*. For the most part, the individuals and groups that comprise it are only doing what other special interest groups do, but doing it very much better. By contrast, pro-Arab interest groups, in so far as they exist at all, are weak, which makes the Israel Lobby's task even easier.

The Lobby pursues two broad strategies. First, it wields its significant influence in Washington, pressuring both Congress and the executive branch. Whatever an individual lawmaker or policymaker's own views may be, the Lobby tries to make supporting Israel the 'smart' choice. Second, it strives to ensure that public discourse portrays Israel in a positive light, by repeating myths about its founding and by promoting its point of view in policy debates. The goal is to prevent critical comments from getting a fair hearing in the political arena. Controlling the debate is essential to guaranteeing US support, because a candid discussion of US-Israeli relations might lead Americans to favour a different policy.

A key pillar of the Lobby's effectiveness is its influence in Congress, where Israel is virtually immune from criticism. This in itself is remarkable, because Congress rarely shies away from contentious issues. Where Israel is concerned, however, potential critics fall silent. One reason is that some key members are Christian Zionists like Dick Armey, who said in September 2002: 'My No. 1 priority in foreign policy is to protect Israel.' One might think that the No. 1 priority for any congressman would be to protect America. There are also Jewish senators and congressmen who work to ensure that US foreign policy supports Israel's interests.

Another source of the Lobby's power is its use of pro-Israel congressional staffers. As Morris Amitay, a former head of AIPAC, once admitted, 'there are a lot of guys at the working level up here' – on Capitol Hill – 'who happen to be Jewish, who are willing . . . to look at certain issues in terms of their Jewishness . . . These are all guys who are in a position to make the decision in these areas for those senators . . . You can get an awful lot done just at the staff level.'

AIPAC itself, however, forms the core of the Lobby's influence in Congress. Its success is due to its ability to reward legislators and congressional candidates who support its agenda, and to punish those who challenge it. Money is critical to US elections (as the scandal over the lobbyist Jack Abramoff's shady dealings reminds us), and AIPAC makes sure that its friends get strong financial support from the many pro-Israel political action committees. Anyone who is seen as hostile to Israel can be sure that AIPAC will direct campaign contributions to his or her political opponents. AIPAC also organises letter-writing campaigns and encourages newspaper editors to endorse pro-Israel candidates.

There is no doubt about the efficacy of these tactics. Here is one example: in the 1984 elections, AIPAC helped defeat Senator Charles Percy from Illinois, who, according to a prominent Lobby figure, had 'displayed insensitivity and even hostility to our concerns'. Thomas Dine, the head of AIPAC at the time, explained what happened: 'All the Jews in America, from coast to coast, gathered to oust Percy. And the American politicians – those who hold public positions now, and those who aspire – got the message.'

AIPAC's influence on Capitol Hill goes even further. According to Douglas Bloomfield, a former AIPAC staff member, 'it is common for members of Congress and their staffs to turn to AIPAC first when they need information, before calling the Library of Congress, the Congressional Research Service, committee staff or administration experts.' More important, he notes that AIPAC is 'often called on to draft speeches, work on legislation, advise on tactics, perform research, collect co-sponsors and marshal votes'.

The bottom line is that AIPAC, a de facto agent for a foreign government, has a stranglehold on Congress, with the result that US policy towards Israel is not debated there, even though that policy has important consequences for the entire world. In other words, one of the three main branches of the government is firmly committed to supporting Israel. As one former Democratic senator, Ernest Hollings, noted on leaving office, 'you can't have an Israeli policy other than what AIPAC gives you around here.' Or as Ariel Sharon once told an American audience, 'when people ask me how they can help Israel, I tell them: "Help AIPAC."'

Thanks in part to the influence Jewish voters have on presidential elections, the Lobby also has significant leverage over the executive branch. Although they make up fewer than 3 per cent of the population, they make large campaign donations to candidates from both parties. The *Washington Post* once estimated that Democratic presidential candidates 'depend on Jewish supporters to supply as much as 60 per cent of the money'. And because Jewish voters have high turn-out rates and are concentrated in key states like California, Florida, Illinois, New York and Pennsylvania, presidential candidates go to great lengths not to antagonise them.

Key organisations in the Lobby make it their business to ensure that critics of Israel do not get important foreign policy jobs. Jimmy Carter wanted to make George Ball his first secretary of state, but knew that Ball was seen as critical of Israel and that the Lobby would oppose the appointment. In this way any aspiring policymaker is encouraged to become an overt supporter of Israel, which is why public critics of Israeli policy have become an endangered species in the foreign policy establishment.

When Howard Dean called for the United States to take a more 'even-handed role' in the Arab-Israeli conflict, Senator Joseph Lieberman accused him of selling Israel down the river and said his statement was 'irresponsible'. Virtually all the top Democrats in the House signed a letter criticising Dean's remarks, and the *Chicago Jewish Star* reported that 'anonymous attackers . . . are clogging the email inboxes of Jewish leaders around the country, warning – without much evidence – that Dean would somehow be bad for Israel.'

This worry was absurd; Dean is in fact quite hawkish on Israel: his campaign co-chair was a former AIPAC president, and Dean said his own views on the Middle East more closely reflected those of AIPAC than those of the more moderate Americans for Peace Now. He had merely suggested that to 'bring the sides together', Washington should act as an honest broker. This is hardly a radical idea, but the Lobby doesn't tolerate even-handedness.

During the Clinton administration, Middle Eastern policy was largely shaped by officials with close ties to Israel or to prominent pro-Israel organisations; among them, Martin Indyk, the former deputy director of research at AIPAC and co-founder of the pro-Israel Washington Institute for Near East Policy (WINEP); Dennis Ross, who joined WINEP after leaving government in 2001; and Aaron Miller, who has lived in Israel and often visits the country. These men were among Clinton's closest advisers at the Camp David summit in July 2000. Although all three supported the Oslo peace process and favoured the creation of a Palestinian state, they did so only within the limits of what would be acceptable to Israel. The American delegation took its cues from Ehud Barak, co-ordinated its negotiating positions with Israel in advance, and did not offer independent proposals. Not surprisingly, Palestinian negotiators complained that they were 'negotiating with two Israeli teams – one displaying an Israeli flag, and one an American flag'.

The situation is even more pronounced in the Bush administration, whose ranks have included such fervent advocates of the Israeli cause as Elliot Abrams, John Bolton, Douglas Feith, I. Lewis ('Scooter') Libby, Richard Perle, Paul Wolfowitz and David Wurmser. As we shall see, these officials have consistently pushed for policies favoured by Israel and backed by organisations in the Lobby.

The Lobby doesn't want an open debate, of course, because that might lead Americans to question the level of support they provide. Accordingly, pro-Israel organisations work hard to influence the institutions that do most to shape popular opinion.

The Lobby's perspective prevails in the mainstream media: the debate among Middle East pundits, the journalist Eric Alterman writes, is 'dominated by people who cannot imagine criticising Israel'. He lists 61 'columnists and commentators who can be counted on to support Israel reflexively and without qualification'. Conversely, he found just five pundits who consistently criticise Israeli actions or endorse Arab positions. Newspapers occasionally publish guest op-eds challenging Israeli policy, but the balance of opinion clearly favours the other side. It is hard to imagine any mainstream media outlet in the United States publishing a piece like this one.

'Shamir, Sharon, Bibi – whatever those guys want is pretty much fine by me,' Robert Bartley once remarked. Not surprisingly, his newspaper, the *Wall Street Journal*, along with other prominent papers like the *Chicago Sun-Times* and the *Washington Times*, regularly runs editorials that strongly support Israel. Magazines like *Commentary*, the *New Republic* and the *Weekly Standard* defend Israel at every turn.

Editorial bias is also found in papers like the *New York Times*, which occasionally criticises Israeli policies and sometimes concedes that the Palestinians have legitimate grievances, but is not even-handed. In his memoirs the paper's former executive editor Max Frankel acknowledges the impact his own attitude had on his editorial decisions: 'I was much more deeply devoted to Israel than I dared to assert . . . Fortified by my knowledge of Israel and my friendships there, I myself wrote most of our Middle East commentaries. As more Arab than Jewish readers recognised, I wrote them from a pro-Israel perspective.'

News reports are more even-handed, in part because reporters strive to be objective, but also because it is difficult to cover events in the Occupied Territories without acknowledging Israel's actions on the ground. To discourage unfavourable reporting, the Lobby organises letter-writing campaigns, demonstrations and boycotts of news outlets whose content it considers anti-Israel. One CNN executive has said that he sometimes gets 6000 email messages in a single day complaining about a story. In May 2003, the pro-Israel Committee for Accurate Middle East Reporting in America (CAMERA) organised demonstrations outside National Public Radio stations in 33 cities; it also tried to persuade contributors to withhold support from NPR until its Middle East coverage becomes more

sympathetic to Israel. Boston's NPR station, WBUR, reportedly lost more than \$1 million in contributions as a result of these efforts. Further pressure on NPR has come from Israel's friends in Congress, who have asked for an internal audit of its Middle East coverage as well as more oversight.

The Israeli side also dominates the think tanks which play an important role in shaping public debate as well as actual policy. The Lobby created its own think tank in 1985, when Martin Indyk helped to found WINEP. Although WINEP plays down its links to Israel, claiming instead to provide a 'balanced and realistic' perspective on Middle East issues, it is funded and run by individuals deeply committed to advancing Israel's agenda.

The Lobby's influence extends well beyond WINEP, however. Over the past 25 years, pro-Israel forces have established a commanding presence at the American Enterprise Institute, the Brookings Institution, the Center for Security Policy, the Foreign Policy Research Institute, the Heritage Foundation, the Hudson Institute, the Institute for Foreign Policy Analysis and the Jewish Institute for National Security Affairs (JINSA). These think tanks employ few, if any, critics of US support for Israel.

Take the Brookings Institution. For many years, its senior expert on the Middle East was William Quandt, a former NSC official with a well-deserved reputation for even-handedness. Today, Brookings's coverage is conducted through the Saban Center for Middle East Studies, which is financed by Haim Saban, an Israeli-American businessman and ardent Zionist. The centre's director is the ubiquitous Martin Indyk. What was once a non-partisan policy institute is now part of the pro-Israel chorus.

Where the Lobby has had the most difficulty is in stifling debate on university campuses. In the 1990s, when the Oslo peace process was underway, there was only mild criticism of Israel, but it grew stronger with Oslo's collapse and Sharon's access to power, becoming quite vociferous when the IDF reoccupied the West Bank in spring 2002 and employed massive force to subdue the second intifada.

The Lobby moved immediately to 'take back the campuses'. New groups sprang up, like the Caravan for Democracy, which brought Israeli speakers to US colleges. Established groups like the Jewish Council for Public Affairs and Hillel joined in, and a new group, the Israel on Campus Coalition, was formed to co-ordinate the many bodies that now sought to put Israel's case. Finally, AIPAC more than tripled its spending on programmes to monitor university activities and to train young advocates, in order to 'vastly expand the number of students involved on campus . . . in the national pro-Israel effort'.

The Lobby also monitors what professors write and teach. In September 2002, Martin Kramer and Daniel Pipes, two passionately pro-Israel neo-conservatives, established a website (Campus Watch) that posted dossiers on suspect academics and encouraged students to report remarks or behaviour that might be considered hostile to Israel. This transparent attempt to blacklist and intimidate scholars provoked a harsh reaction and Pipes and Kramer later removed the dossiers, but the website still invites students to report 'anti-Israel' activity.

Groups within the Lobby put pressure on particular academics and universities. Columbia has been a frequent target, no doubt because of the presence of the late Edward Said on its faculty. 'One can be sure that any public statement in support of the Palestinian people by the pre-eminent literary critic Edward Said will elicit hundreds of emails, letters and journalistic accounts that call on us to denounce Said and to either sanction or fire him,' Jonathan Cole, its former provost, reported. When Columbia recruited the historian Rashid Khalidi from Chicago, the same thing happened. It was a problem Princeton also faced a few years later when it considered wooing Khalidi away from Columbia.

A classic illustration of the effort to police academia occurred towards the end of 2004, when the David Project produced a film alleging that faculty members of Columbia's Middle East Studies programme were anti-semitic and were intimidating Jewish students who stood up for Israel. Columbia was hauled over the coals, but a faculty committee which was assigned to investigate the charges found no evidence of anti-semitism and the only incident possibly worth noting was that one professor had 'responded heatedly' to a student's question. The committee also discovered that the academics in question had themselves been the target of an overt campaign of intimidation.

Perhaps the most disturbing aspect of all this is the efforts Jewish groups have made to push Congress into establishing mechanisms to monitor what professors say. If they manage to get this passed, universities judged to have an anti-Israel bias would be denied federal funding. Their efforts have not yet succeeded, but they are an indication of the importance placed on controlling debate.

A number of Jewish philanthropists have recently established Israel Studies programmes (in addition to the roughly 130 Jewish Studies programmes already in existence) so as to increase the number of Israel-friendly scholars on campus. In May 2003, NYU announced the establishment of the Taub Center for Israel Studies; similar programmes have been set up at Berkeley, Brandeis and Emory. Academic administrators emphasise their pedagogical value, but the truth is that they are intended in

large part to promote Israel's image. Fred Laffer, the head of the Taub Foundation, makes it clear that his foundation funded the NYU centre to help counter the 'Arabic [*sic*] point of view' that he thinks is prevalent in NYU's Middle East programmes.

No discussion of the Lobby would be complete without an examination of one of its most powerful weapons: the charge of anti-semitism. Anyone who criticises Israel's actions or argues that pro-Israel groups have significant influence over US Middle Eastern policy – an influence AIPAC celebrates – stands a good chance of being labelled an anti-semite. Indeed, anyone who merely claims that there *is* an Israel Lobby runs the risk of being charged with anti-semitism, even though the Israeli media refer to America's 'Jewish Lobby'. In other words, the Lobby first boasts of its influence and then attacks anyone who calls attention to it. It's a very effective tactic: anti-semitism is something no one wants to be accused of.

Europeans have been more willing than Americans to criticise Israeli policy, which some people attribute to a resurgence of anti-semitism in Europe. We are 'getting to a point', the US ambassador to the EU said in early 2004, 'where it is as bad as it was in the 1930s'. Measuring anti-semitism is a complicated matter, but the weight of evidence points in the opposite direction. In the spring of 2004, when accusations of European anti-semitism filled the air in America, separate surveys of European public opinion conducted by the US-based Anti-Defamation League and the Pew Research Center for the People and the Press found that it was in fact declining. In the 1930s, by contrast, anti-semitism was not only widespread among Europeans of all classes but considered quite acceptable.

The Lobby and its friends often portray France as the most anti-semitic country in Europe. But in 2003, the head of the French Jewish community said that 'France is not more anti-semitic than America.' According to a recent article in *Ha'aretz*, the French police have reported that anti-semitic incidents declined by almost 50 per cent in 2005; and this even though France has the largest Muslim population of any European country. Finally, when a French Jew was murdered in Paris last month by a Muslim gang, tens of thousands of demonstrators poured into the streets to condemn anti-semitism. Jacques Chirac and Dominique de Villepin both attended the victim's memorial service to show their solidarity.

No one would deny that there is anti-semitism among European Muslims, some of it provoked by Israel's conduct towards the Palestinians and some of it straightforwardly racist. But this is a separate matter with little bearing on whether or not Europe today is like Europe in the 1930s. Nor would anyone deny that there are still some virulent autochthonous anti-semites in Europe (as there are in the United States) but their numbers are small and their views are rejected by the vast majority of Europeans.

Israel's advocates, when pressed to go beyond mere assertion, claim that there is a 'new anti-semitism', which they equate with criticism of Israel. In other words, criticise Israeli policy and you are by definition an anti-semite. When the synod of the Church of England recently voted to divest from Caterpillar Inc on the grounds that it manufactures the bulldozers used by the Israelis to demolish Palestinian homes, the Chief Rabbi complained that this would 'have the most adverse repercussions on . . . Jewish-Christian relations in Britain', while Rabbi Tony Bayfield, the head of the Reform movement, said: 'There is a clear problem of anti-Zionist – verging on anti-semitic – attitudes emerging in the grass-roots, and even in the middle ranks of the Church.' But the Church was guilty merely of protesting against Israeli government policy.

Critics are also accused of holding Israel to an unfair standard or questioning its right to exist. But these are bogus charges too. Western critics of Israel hardly ever question its right to exist: they question its behaviour towards the Palestinians, as do Israelis themselves. Nor is Israel being judged unfairly. Israeli treatment of the Palestinians elicits criticism because it is contrary to widely accepted notions of human rights, to international law and to the principle of national self-determination. And it is hardly the only state that has faced sharp criticism on these grounds.

In the autumn of 2001, and especially in the spring of 2002, the Bush administration tried to reduce anti-American sentiment in the Arab world and undermine support for terrorist groups like al-Qaida by halting Israel's expansionist policies in the Occupied Territories and advocating the creation of a Palestinian state. Bush had very significant means of persuasion at his disposal. He could have threatened to reduce economic and diplomatic support for Israel, and the American people would almost certainly have supported him. A May 2003 poll reported that more than 60 per cent of Americans were willing to withhold aid if Israel resisted US pressure to settle the conflict, and that number rose to 70 per cent among the 'politically active'. Indeed, 73 per cent said that the United States should not favour either side.

Yet the administration failed to change Israeli policy, and Washington ended up backing it. Over time, the administration also adopted Israel's own justifications of its position, so that US rhetoric began to mimic Israeli rhetoric. By February 2003, a *Washington Post* headline summarised the situation: 'Bush and Sharon Nearly Identical on Mideast Policy.' The main reason for this switch was

the Lobby.

The story begins in late September 2001, when Bush began urging Sharon to show restraint in the Occupied Territories. He also pressed him to allow Israel's foreign minister, Shimon Peres, to meet with Yasser Arafat, even though he (Bush) was highly critical of Arafat's leadership. Bush even said publicly that he supported the creation of a Palestinian state. Alarmed, Sharon accused him of trying 'to appease the Arabs at our expense', warning that Israel 'will not be Czechoslovakia'.

Bush was reportedly furious at being compared to Chamberlain, and the White House press secretary called Sharon's remarks 'unacceptable'. Sharon offered a pro forma apology, but quickly joined forces with the Lobby to persuade the administration and the American people that the United States and Israel faced a common threat from terrorism. Israeli officials and Lobby representatives insisted that there was no real difference between Arafat and Osama bin Laden: the United States and Israel, they said, should isolate the Palestinians' elected leader and have nothing to do with him.

The Lobby also went to work in Congress. On 16 November, 89 senators sent Bush a letter praising him for refusing to meet with Arafat, but also demanding that the US not restrain Israel from retaliating against the Palestinians; the administration, they wrote, must state publicly that it stood behind Israel. According to the *New York Times*, the letter 'stemmed' from a meeting two weeks before between 'leaders of the American Jewish community and key senators', adding that AIPAC was 'particularly active in providing advice on the letter'.

By late November, relations between Tel Aviv and Washington had improved considerably. This was thanks in part to the Lobby's efforts, but also to America's initial victory in Afghanistan, which reduced the perceived need for Arab support in dealing with al-Qaida. Sharon visited the White House in early December and had a friendly meeting with Bush.

In April 2002 trouble erupted again, after the IDF launched Operation Defensive Shield and resumed control of virtually all the major Palestinian areas on the West Bank. Bush knew that Israel's actions would damage America's image in the Islamic world and undermine the war on terrorism, so he demanded that Sharon 'halt the incursions and begin withdrawal'. He underscored this message two days later, saying he wanted Israel to 'withdraw without delay'. On 7 April, Condoleezza Rice, then Bush's national security adviser, told reporters: "'Without delay" means without delay. It means now.' That same day Colin Powell set out for the Middle East to persuade all sides to stop fighting and start negotiating.

Israel and the Lobby swung into action. Pro-Israel officials in the vice-president's office and the Pentagon, as well as neo-conservative pundits like Robert Kagan and William Kristol, put the heat on Powell. They even accused him of having 'virtually obliterated the distinction between terrorists and those fighting terrorists'. Bush himself was being pressed by Jewish leaders and Christian evangelicals. Tom DeLay and Dick Armey were especially outspoken about the need to support Israel, and DeLay and the Senate minority leader, Trent Lott, visited the White House and warned Bush to back off.

The first sign that Bush was caving in came on 11 April – a week after he told Sharon to withdraw his forces – when the White House press secretary said that the president believed Sharon was 'a man of peace'. Bush repeated this statement publicly on Powell's return from his abortive mission, and told reporters that Sharon had responded satisfactorily to his call for a full and immediate withdrawal. Sharon had done no such thing, but Bush was no longer willing to make an issue of it.

Meanwhile, Congress was also moving to back Sharon. On 2 May, it overrode the administration's objections and passed two resolutions reaffirming support for Israel. (The Senate vote was 94 to 2; the House of Representatives version passed 352 to 21.) Both resolutions held that the United States 'stands in solidarity with Israel' and that the two countries were, to quote the House resolution, 'now engaged in a common struggle against terrorism'. The House version also condemned 'the ongoing support and co-ordination of terror by Yasser Arafat', who was portrayed as a central part of the terrorism problem. Both resolutions were drawn up with the help of the Lobby. A few days later, a bipartisan congressional delegation on a fact-finding mission to Israel stated that Sharon should resist US pressure to negotiate with Arafat. On 9 May, a House appropriations subcommittee met to consider giving Israel an extra \$200 million to fight terrorism. Powell opposed the package, but the Lobby backed it and Powell lost.

In short, Sharon and the Lobby took on the president of the United States and triumphed. Hemi Shalev, a journalist on the Israeli newspaper *Ma'ariv*, reported that Sharon's aides 'could not hide their satisfaction in view of Powell's failure. Sharon saw the whites of President Bush's eyes, they bragged, and the president blinked first.' But it was Israel's champions in the United States, not Sharon or Israel, that played the key role in defeating Bush.

The situation has changed little since then. The Bush administration refused ever again to have dealings with Arafat. After his death, it embraced the new Palestinian leader, Mahmoud Abbas, but has done little to help him. Sharon continued to develop his plan to impose a unilateral settlement on the Palestinians, based on 'disengagement' from Gaza coupled with continued expansion on the West

Bank. By refusing to negotiate with Abbas and making it impossible for him to deliver tangible benefits to the Palestinian people, Sharon's strategy contributed directly to Hamas's electoral victory. With Hamas in power, however, Israel has another excuse not to negotiate. The US administration has supported Sharon's actions (and those of his successor, Ehud Olmert). Bush has even endorsed unilateral Israeli annexations in the Occupied Territories, reversing the stated policy of every president since Lyndon Johnson.

US officials have offered mild criticisms of a few Israeli actions, but have done little to help create a viable Palestinian state. Sharon has Bush 'wrapped around his little finger', the former national security adviser Brent Scowcroft said in October 2004. If Bush tries to distance the US from Israel, or even criticises Israeli actions in the Occupied Territories, he is certain to face the wrath of the Lobby and its supporters in Congress. Democratic presidential candidates understand that these are facts of life, which is the reason John Kerry went to great lengths to display unalloyed support for Israel in 2004, and why Hillary Clinton is doing the same thing today.

Maintaining US support for Israel's policies against the Palestinians is essential as far as the Lobby is concerned, but its ambitions do not stop there. It also wants America to help Israel remain the dominant regional power. The Israeli government and pro-Israel groups in the United States have worked together to shape the administration's policy towards Iraq, Syria and Iran, as well as its grand scheme for reordering the Middle East.

Pressure from Israel and the Lobby was not the only factor behind the decision to attack Iraq in March 2003, but it was critical. Some Americans believe that this was a war for oil, but there is hardly any direct evidence to support this claim. Instead, the war was motivated in good part by a desire to make Israel more secure. According to Philip Zelikow, a former member of the president's Foreign Intelligence Advisory Board, the executive director of the 9/11 Commission, and now a counsellor to Condoleezza Rice, the 'real threat' from Iraq was not a threat to the United States. The 'unstated threat' was the 'threat against Israel', Zelikow told an audience at the University of Virginia in September 2002. 'The American government,' he added, 'doesn't want to lean too hard on it rhetorically, because it is not a popular sell.'

On 16 August 2002, 11 days before Dick Cheney kicked off the campaign for war with a hardline speech to the Veterans of Foreign Wars, the *Washington Post* reported that 'Israel is urging US officials not to delay a military strike against Iraq's Saddam Hussein.' By this point, according to Sharon, strategic co-ordination between Israel and the US had reached 'unprecedented dimensions', and Israeli intelligence officials had given Washington a variety of alarming reports about Iraq's WMD programmes. As one retired Israeli general later put it, 'Israeli intelligence was a full partner to the picture presented by American and British intelligence regarding Iraq's non-conventional capabilities.'

Israeli leaders were deeply distressed when Bush decided to seek Security Council authorisation for war, and even more worried when Saddam agreed to let UN inspectors back in. 'The campaign against Saddam Hussein is a must,' Shimon Peres told reporters in September 2002. 'Inspections and inspectors are good for decent people, but dishonest people can overcome easily inspections and inspectors.'

At the same time, Ehud Barak wrote a *New York Times* op-ed warning that 'the greatest risk now lies in inaction.' His predecessor as prime minister, Binyamin Netanyahu, published a similar piece in the *Wall Street Journal*, entitled: 'The Case for Toppling Saddam'. 'Today nothing less than dismantling his regime will do,' he declared. 'I believe I speak for the overwhelming majority of Israelis in supporting a pre-emptive strike against Saddam's regime.' Or as *Ha'aretz* reported in February 2003, 'the military and political leadership yearns for war in Iraq.'

As Netanyahu suggested, however, the desire for war was not confined to Israel's leaders. Apart from Kuwait, which Saddam invaded in 1990, Israel was the only country in the world where both politicians and public favoured war. As the journalist Gideon Levy observed at the time, 'Israel is the only country in the West whose leaders support the war unreservedly and where no alternative opinion is voiced.' In fact, Israelis were so gung-ho that their allies in America told them to damp down their rhetoric, or it would look as if the war would be fought on Israel's behalf.

Within the US, the main driving force behind the war was a small band of neo-conservatives, many with ties to Likud. But leaders of the Lobby's major organisations lent their voices to the campaign. 'As President Bush attempted to sell the . . . war in Iraq,' the *Forward* reported, 'America's most important Jewish organisations rallied as one to his defence. In statement after statement community leaders stressed the need to rid the world of Saddam Hussein and his weapons of mass destruction.' The editorial goes on to say that 'concern for Israel's safety rightfully factored into the deliberations of the main Jewish groups.'

Although neo-conservatives and other Lobby leaders were eager to invade Iraq, the broader American Jewish community was not. Just after the war started, Samuel Freedman reported that 'a compilation of nationwide opinion polls by the Pew Research Center shows that Jews are less

supportive of the Iraq war than the population at large, 52 per cent to 62 per cent.' Clearly, it would be wrong to blame the war in Iraq on 'Jewish influence'. Rather, it was due in large part to the Lobby's influence, especially that of the neo-conservatives within it.

The neo-conservatives had been determined to topple Saddam even before Bush became president. They caused a stir early in 1998 by publishing two open letters to Clinton, calling for Saddam's removal from power. The signatories, many of whom had close ties to pro-Israel groups like JINSA or WINEP, and who included Elliot Abrams, John Bolton, Douglas Feith, William Kristol, Bernard Lewis, Donald Rumsfeld, Richard Perle and Paul Wolfowitz, had little trouble persuading the Clinton administration to adopt the general goal of ousting Saddam. But they were unable to sell a war to achieve that objective. They were no more able to generate enthusiasm for invading Iraq in the early months of the Bush administration. They needed help to achieve their aim. That help arrived with 9/11. Specifically, the events of that day led Bush and Cheney to reverse course and become strong proponents of a preventive war.

At a key meeting with Bush at Camp David on 15 September, Wolfowitz advocated attacking Iraq before Afghanistan, even though there was no evidence that Saddam was involved in the attacks on the US and bin Laden was known to be in Afghanistan. Bush rejected his advice and chose to go after Afghanistan instead, but war with Iraq was now regarded as a serious possibility and on 21 November the president charged military planners with developing concrete plans for an invasion.

Other neo-conservatives were meanwhile at work in the corridors of power. We don't have the full story yet, but scholars like Bernard Lewis of Princeton and Fouad Ajami of Johns Hopkins reportedly played important roles in persuading Cheney that war was the best option, though neo-conservatives on his staff – Eric Edelman, John Hannah and Scooter Libby, Cheney's chief of staff and one of the most powerful individuals in the administration – also played their part. By early 2002 Cheney had persuaded Bush; and with Bush and Cheney on board, war was inevitable.

Outside the administration, neo-conservative pundits lost no time in making the case that invading Iraq was essential to winning the war on terrorism. Their efforts were designed partly to keep up the pressure on Bush, and partly to overcome opposition to the war inside and outside the government. On 20 September, a group of prominent neo-conservatives and their allies published another open letter: 'Even if evidence does not link Iraq directly to the attack,' it read, 'any strategy aiming at the eradication of terrorism and its sponsors must include a determined effort to remove Saddam Hussein from power in Iraq.' The letter also reminded Bush that 'Israel has been and remains America's staunchest ally against international terrorism.' In the 1 October issue of the *Weekly Standard*, Robert Kagan and William Kristol called for regime change in Iraq as soon as the Taliban was defeated. That same day, Charles Krauthammer argued in the *Washington Post* that after the US was done with Afghanistan, Syria should be next, followed by Iran and Iraq: 'The war on terrorism will conclude in Baghdad,' when we finish off 'the most dangerous terrorist regime in the world'.

This was the beginning of an unrelenting public relations campaign to win support for an invasion of Iraq, a crucial part of which was the manipulation of intelligence in such a way as to make it seem as if Saddam posed an imminent threat. For example, Libby pressured CIA analysts to find evidence supporting the case for war and helped prepare Colin Powell's now discredited briefing to the UN Security Council. Within the Pentagon, the Policy Counterterrorism Evaluation Group was charged with finding links between al-Qaida and Iraq that the intelligence community had supposedly missed. Its two key members were David Wurmser, a hard-core neo-conservative, and Michael Maloof, a Lebanese-American with close ties to Perle. Another Pentagon group, the so-called Office of Special Plans, was given the task of uncovering evidence that could be used to sell the war. It was headed by Abram Shulsky, a neo-conservative with long-standing ties to Wolfowitz, and its ranks included recruits from pro-Israel think tanks. Both these organisations were created after 9/11 and reported directly to Douglas Feith.

Like virtually all the neo-conservatives, Feith is deeply committed to Israel; he also has long-term ties to Likud. He wrote articles in the 1990s supporting the settlements and arguing that Israel should retain the Occupied Territories. More important, along with Perle and Wurmser, he wrote the famous 'Clean Break' report in June 1996 for Netanyahu, who had just become prime minister. Among other things, it recommended that Netanyahu 'focus on removing Saddam Hussein from power in Iraq – an important Israeli strategic objective in its own right'. It also called for Israel to take steps to reorder the entire Middle East. Netanyahu did not follow their advice, but Feith, Perle and Wurmser were soon urging the Bush administration to pursue those same goals. The *Ha'aretz* columnist Akiva Eldar warned that Feith and Perle 'are walking a fine line between their loyalty to American governments . . . and Israeli interests'.

Wolfowitz is equally committed to Israel. The *Forward* once described him as 'the most hawkishly pro-Israel voice in the administration', and selected him in 2002 as first among 50 notables who 'have consciously pursued Jewish activism'. At about the same time, JINSA gave Wolfowitz its

Henry M. Jackson Distinguished Service Award for promoting a strong partnership between Israel and the United States; and the *Jerusalem Post*, describing him as 'devoutly pro-Israel', named him 'Man of the Year' in 2003.

Finally, a brief word is in order about the neo-conservatives' prewar support of Ahmed Chalabi, the unscrupulous Iraqi exile who headed the Iraqi National Congress. They backed Chalabi because he had established close ties with Jewish-American groups and had pledged to foster good relations with Israel once he gained power. This was precisely what pro-Israel proponents of regime change wanted to hear. Matthew Berger laid out the essence of the bargain in the *Jewish Journal*: 'The INC saw improved relations as a way to tap Jewish influence in Washington and Jerusalem and to drum up increased support for its cause. For their part, the Jewish groups saw an opportunity to pave the way for better relations between Israel and Iraq, if and when the INC is involved in replacing Saddam Hussein's regime.'

Given the neo-conservatives' devotion to Israel, their obsession with Iraq, and their influence in the Bush administration, it isn't surprising that many Americans suspected that the war was designed to further Israeli interests. Last March, Barry Jacobs of the American Jewish Committee acknowledged that the belief that Israel and the neo-conservatives had conspired to get the US into a war in Iraq was 'pervasive' in the intelligence community. Yet few people would say so publicly, and most of those who did – including Senator Ernest Hollings and Representative James Moran – were condemned for raising the issue. Michael Kinsley wrote in late 2002 that 'the lack of public discussion about the role of Israel . . . is the proverbial elephant in the room.' The reason for the reluctance to talk about it, he observed, was fear of being labelled an anti-semitite. There is little doubt that Israel and the Lobby were key factors in the decision to go to war. It's a decision the US would have been far less likely to take without their efforts. And the war itself was intended to be only the first step. A front-page headline in the *Wall Street Journal* shortly after the war began says it all: 'President's Dream: Changing Not Just Regime but a Region: A Pro-US, Democratic Area Is a Goal that Has Israeli and Neo-Conservative Roots.'

Pro-Israel forces have long been interested in getting the US military more directly involved in the Middle East. But they had limited success during the Cold War, because America acted as an 'off-shore balancer' in the region. Most forces designated for the Middle East, like the Rapid Deployment Force, were kept 'over the horizon' and out of harm's way. The idea was to play local powers off against each other – which is why the Reagan administration supported Saddam against revolutionary Iran during the Iran-Iraq War – in order to maintain a balance favourable to the US.

This policy changed after the first Gulf War, when the Clinton administration adopted a strategy of 'dual containment'. Substantial US forces would be stationed in the region in order to contain both Iran and Iraq, instead of one being used to check the other. The father of dual containment was none other than Martin Indyk, who first outlined the strategy in May 1993 at WINEP and then implemented it as director for Near East and South Asian Affairs at the National Security Council.

By the mid-1990s there was considerable dissatisfaction with dual containment, because it made the United States the mortal enemy of two countries that hated each other, and forced Washington to bear the burden of containing both. But it was a strategy the Lobby favoured and worked actively in Congress to preserve. Pressed by AIPAC and other pro-Israel forces, Clinton toughened up the policy in the spring of 1995 by imposing an economic embargo on Iran. But AIPAC and the others wanted more. The result was the 1996 Iran and Libya Sanctions Act, which imposed sanctions on any foreign companies investing more than \$40 million to develop petroleum resources in Iran or Libya. As Ze'ev Schiff, the military correspondent of *Ha'aretz*, noted at the time, 'Israel is but a tiny element in the big scheme, but one should not conclude that it cannot influence those within the Beltway.'

By the late 1990s, however, the neo-conservatives were arguing that dual containment was not enough and that regime change in Iraq was essential. By toppling Saddam and turning Iraq into a vibrant democracy, they argued, the US would trigger a far-reaching process of change throughout the Middle East. The same line of thinking was evident in the 'Clean Break' study the neo-conservatives wrote for Netanyahu. By 2002, when an invasion of Iraq was on the front-burner, regional transformation was an article of faith in neo-conservative circles.

Charles Krauthammer describes this grand scheme as the brainchild of Natan Sharansky, but Israelis across the political spectrum believed that toppling Saddam would alter the Middle East to Israel's advantage. Aluf Benn reported in *Ha'aretz* (17 February 2003):

Senior IDF officers and those close to Prime Minister Ariel Sharon, such as National Security Adviser Ephraim Halevy, paint a rosy picture of the wonderful future Israel can expect after the war. They envision a domino effect, with the fall of Saddam Hussein followed by that of Israel's other enemies . . . Along with these leaders will disappear terror and weapons of mass destruction.

Once Baghdad fell in mid-April 2003, Sharon and his lieutenants began urging Washington to target Damascus. On 16 April, Sharon, interviewed in *Yedioth Ahronoth*, called for the United States

to put 'very heavy' pressure on Syria, while Shaul Mofaz, his defence minister, interviewed in *Ma'ariv*, said: 'We have a long list of issues that we are thinking of demanding of the Syrians and it is appropriate that it should be done through the Americans.' Ephraim Halevy told a WINEP audience that it was now important for the US to get rough with Syria, and the *Washington Post* reported that Israel was 'fuelling the campaign' against Syria by feeding the US intelligence reports about the actions of Bashar Assad, the Syrian president.

Prominent members of the Lobby made the same arguments. Wolfowitz declared that 'there has got to be regime change in Syria,' and Richard Perle told a journalist that 'a short message, a two-worded message' could be delivered to other hostile regimes in the Middle East: 'You're next.' In early April, WINEP released a bipartisan report stating that Syria 'should not miss the message that countries that pursue Saddam's reckless, irresponsible and defiant behaviour could end up sharing his fate'. On 15 April, Yossi Klein Halevi wrote a piece in the *Los Angeles Times* entitled 'Next, Turn the Screws on Syria', while the following day Zev Chafets wrote an article for the *New York Daily News* entitled 'Terror-Friendly Syria Needs a Change, Too'. Not to be outdone, Lawrence Kaplan wrote in the *New Republic* on 21 April that Assad was a serious threat to America.

Back on Capitol Hill, Congressman Eliot Engel had reintroduced the Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act. It threatened sanctions against Syria if it did not withdraw from Lebanon, give up its WMD and stop supporting terrorism, and it also called for Syria and Lebanon to take concrete steps to make peace with Israel. This legislation was strongly endorsed by the Lobby – by AIPAC especially – and 'framed', according to the *Jewish Telegraph Agency*, 'by some of Israel's best friends in Congress'. The Bush administration had little enthusiasm for it, but the anti-Syrian act passed overwhelmingly (398 to 4 in the House; 89 to 4 in the Senate), and Bush signed it into law on 12 December 2003.

The administration itself was still divided about the wisdom of targeting Syria. Although the neo-conservatives were eager to pick a fight with Damascus, the CIA and the State Department were opposed to the idea. And even after Bush signed the new law, he emphasised that he would go slowly in implementing it. His ambivalence is understandable. First, the Syrian government had not only been providing important intelligence about al-Qaida since 9/11: it had also warned Washington about a planned terrorist attack in the Gulf and given CIA interrogators access to Mohammed Zammar, the alleged recruiter of some of the 9/11 hijackers. Targeting the Assad regime would jeopardise these valuable connections, and thereby undermine the larger war on terrorism.

Second, Syria had not been on bad terms with Washington before the Iraq war (it had even voted for UN Resolution 1441), and was itself no threat to the United States. Playing hardball with it would make the US look like a bully with an insatiable appetite for beating up Arab states. Third, putting Syria on the hit list would give Damascus a powerful incentive to cause trouble in Iraq. Even if one wanted to bring pressure to bear, it made good sense to finish the job in Iraq first. Yet Congress insisted on putting the screws on Damascus, largely in response to pressure from Israeli officials and groups like AIPAC. If there were no Lobby, there would have been no Syria Accountability Act, and US policy towards Damascus would have been more in line with the national interest.

Israelis tend to describe every threat in the starkest terms, but Iran is widely seen as their most dangerous enemy because it is the most likely to acquire nuclear weapons. Virtually all Israelis regard an Islamic country in the Middle East with nuclear weapons as a threat to their existence. 'Iraq is a problem . . . But you should understand, if you ask me, today Iran is more dangerous than Iraq,' the defence minister, Binyamin Ben-Eliezer, remarked a month before the Iraq war.

Sharon began pushing the US to confront Iran in November 2002, in an interview in the *Times*. Describing Iran as the 'centre of world terror', and bent on acquiring nuclear weapons, he declared that the Bush administration should put the strong arm on Iran 'the day after' it conquered Iraq. In late April 2003, *Ha'aretz* reported that the Israeli ambassador in Washington was calling for regime change in Iran. The overthrow of Saddam, he noted, was 'not enough'. In his words, America 'has to follow through. We still have great threats of that magnitude coming from Syria, coming from Iran.'

The neo-conservatives, too, lost no time in making the case for regime change in Tehran. On 6 May, the AEI co-sponsored an all-day conference on Iran with the Foundation for the Defense of Democracies and the Hudson Institute, both champions of Israel. The speakers were all strongly pro-Israel, and many called for the US to replace the Iranian regime with a democracy. As usual, a bevy of articles by prominent neo-conservatives made the case for going after Iran. 'The liberation of Iraq was the first great battle for the future of the Middle East . . . But the next great battle – not, we hope, a military battle – will be for Iran,' William Kristol wrote in the *Weekly Standard* on 12 May.

The administration has responded to the Lobby's pressure by working overtime to shut down Iran's nuclear programme. But Washington has had little success, and Iran seems determined to create a nuclear arsenal. As a result, the Lobby has intensified its pressure. Op-eds and other articles now warn of imminent dangers from a nuclear Iran, caution against any appeasement of a 'terrorist'

regime, and hint darkly of preventive action should diplomacy fail. The Lobby is pushing Congress to approve the Iran Freedom Support Act, which would expand existing sanctions. Israeli officials also warn they may take pre-emptive action should Iran continue down the nuclear road, threats partly intended to keep Washington's attention on the issue.

One might argue that Israel and the Lobby have not had much influence on policy towards Iran, because the US has its own reasons for keeping Iran from going nuclear. There is some truth in this, but Iran's nuclear ambitions do not pose a direct threat to the US. If Washington could live with a nuclear Soviet Union, a nuclear China or even a nuclear North Korea, it can live with a nuclear Iran. And that is why the Lobby must keep up constant pressure on politicians to confront Tehran. Iran and the US would hardly be allies if the Lobby did not exist, but US policy would be more temperate and preventive war would not be a serious option.

It is not surprising that Israel and its American supporters want the US to deal with any and all threats to Israel's security. If their efforts to shape US policy succeed, Israel's enemies will be weakened or overthrown, Israel will get a free hand with the Palestinians, and the US will do most of the fighting, dying, rebuilding and paying. But even if the US fails to transform the Middle East and finds itself in conflict with an increasingly radicalised Arab and Islamic world, Israel will end up protected by the world's only superpower. This is not a perfect outcome from the Lobby's point of view, but it is obviously preferable to Washington distancing itself, or using its leverage to force Israel to make peace with the Palestinians.

Can the Lobby's power be curtailed? One would like to think so, given the Iraq debacle, the obvious need to rebuild America's image in the Arab and Islamic world, and the recent revelations about AIPAC officials passing US government secrets to Israel. One might also think that Arafat's death and the election of the more moderate Mahmoud Abbas would cause Washington to press vigorously and even-handedly for a peace agreement. In short, there are ample grounds for leaders to distance themselves from the Lobby and adopt a Middle East policy more consistent with broader US interests. In particular, using American power to achieve a just peace between Israel and the Palestinians would help advance the cause of democracy in the region.

But that is not going to happen – not soon anyway. AIPAC and its allies (including Christian Zionists) have no serious opponents in the lobbying world. They know it has become more difficult to make Israel's case today, and they are responding by taking on staff and expanding their activities. Besides, American politicians remain acutely sensitive to campaign contributions and other forms of political pressure, and major media outlets are likely to remain sympathetic to Israel no matter what it does.

The Lobby's influence causes trouble on several fronts. It increases the terrorist danger that all states face – including America's European allies. It has made it impossible to end the Israeli-Palestinian conflict, a situation that gives extremists a powerful recruiting tool, increases the pool of potential terrorists and sympathisers, and contributes to Islamic radicalism in Europe and Asia.

Equally worrying, the Lobby's campaign for regime change in Iran and Syria could lead the US to attack those countries, with potentially disastrous effects. We don't need another Iraq. At a minimum, the Lobby's hostility towards Syria and Iran makes it almost impossible for Washington to enlist them in the struggle against al-Qaida and the Iraqi insurgency, where their help is badly needed.

There is a moral dimension here as well. Thanks to the Lobby, the United States has become the de facto enabler of Israeli expansion in the Occupied Territories, making it complicit in the crimes perpetrated against the Palestinians. This situation undercuts Washington's efforts to promote democracy abroad and makes it look hypocritical when it presses other states to respect human rights. US efforts to limit nuclear proliferation appear equally hypocritical given its willingness to accept Israel's nuclear arsenal, which only encourages Iran and others to seek a similar capability.

Besides, the Lobby's campaign to quash debate about Israel is unhealthy for democracy. Silencing sceptics by organising blacklists and boycotts – or by suggesting that critics are anti-semites – violates the principle of open debate on which democracy depends. The inability of Congress to conduct a genuine debate on these important issues paralyses the entire process of democratic deliberation. Israel's backers should be free to make their case and to challenge those who disagree with them, but efforts to stifle debate by intimidation must be roundly condemned.

Finally, the Lobby's influence has been bad for Israel. Its ability to persuade Washington to support an expansionist agenda has discouraged Israel from seizing opportunities – including a peace treaty with Syria and a prompt and full implementation of the Oslo Accords – that would have saved Israeli lives and shrunk the ranks of Palestinian extremists. Denying the Palestinians their legitimate political rights certainly has not made Israel more secure, and the long campaign to kill or marginalise a generation of Palestinian leaders has empowered extremist groups like Hamas, and reduced the number of Palestinian leaders who would be willing to accept a fair settlement and able to make it work. Israel itself would probably be better off if the Lobby were less powerful and US policy more

even-handed.

There is a ray of hope, however. Although the Lobby remains a powerful force, the adverse effects of its influence are increasingly difficult to hide. Powerful states can maintain flawed policies for quite some time, but reality cannot be ignored for ever. What is needed is a candid discussion of the Lobby's influence and a more open debate about US interests in this vital region. Israel's well-being is one of those interests, but its continued occupation of the West Bank and its broader regional agenda are not. Open debate will expose the limits of the strategic and moral case for one-sided US support and could move the US to a position more consistent with its own national interest, with the interests of the other states in the region, and with Israel's long-term interests as well.

10 March

Footnotes

An unedited version of this article is available at

<http://ksgnotes1.harvard.edu/Research/wpaper.nsf/rwp/RWP06-011>, or at

<http://papers.ssrn.com/abstract=891198>.

John Mearsheimer is the Wendell Harrison Professor of Political Science at Chicago, and the author of *The Tragedy of Great Power Politics*.

Stephen Walt is the Robert and Renee Belfer Professor of International Affairs at the Kennedy School of Government at Harvard. His most recent book is *Taming American Power: The Global Response to US Primacy*.

[LRB](#) | Vol. 28 No. 6 dated 23 March 2006

http://www.lrb.co.uk/v28/n06/mear01_.html

AAARGH

THE WEBSITE WAS FOUNDED IN 1996 BY AN INTERNATIONAL TEAM

<http://vho.org/aaargh>

<http://aaargh.com.mx>

<http://litek.ws/aaargh>

BOOKS (290) PUBLISHED BY AAARGH ON INTERNET

<http://vho.org/aaargh/fran/livres/livres.html>

<http://aaargh.com.mx/fran/livres/livres.html>

DOCUMENTS, COMPILATIONS, AAARGH REPRINTS

<http://aaargh.com.mx/fran/livres/reprints.html>

<http://vho.org/aaargh/fran/livres/reprints.html>

FREE SUBSCRIBE: (E-MAIL)

revclar@yahoo.com.au

elrevisionista@yahoo.com.ar

MAIL:

aaarghinternational@hotmail.com

AAARGH, TO AVOID DYING STUPID.